

Numéro 188 du 21 janvier 1985 - 12FF - 85FB - 4FS

# INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



**GRANDE-BRETAGNE**

**La gauche et  
la grève  
des mineurs**

**BOLIVIE:**

**Un régime en  
décomposition**



**YOUGOSLAVIE**

**Interview d'un des six accusés de Belgrade**



## La gauche et la grève des mineurs

EN ce début de l'année 1985, après dix mois de grève, la volonté du Syndicat national des mineurs (NUM) de gagner la lutte reste intacte. Malgré une campagne pour encourager les grévistes à reprendre le travail, lancée par l'Office national du charbon (NCB) et appuyée par le gouvernement Thatcher, plus de 140 000 mineurs sont toujours en grève. Mais, aujourd'hui, ils doivent affronter d'importants obstacles pour assurer une issue victorieuse à leur bataille. L'objectif du gouvernement est de détruire les capacités de combat du NUM par une série d'actions en justice, première étape d'une offensive juridique plus large dirigée contre tout le mouvement syndical. Face à cette offensive, la direction du mouvement syndical britannique refuse d'organiser le type d'action de solidarité qui s'impose, et notamment de traduire en actions la position de soutien à la grève votée au congrès de la Confédération des syndicats britanniques (TUC) en septembre 1984. Si des actions de solidarité à la hauteur des enjeux de la lutte avaient été entreprises, la grève aurait déjà pu être victorieuse.

Le dirigeant du Parti travailliste, Neil Kinnock, a continué à attaquer les grévistes pour leurs « actions violentes » dans les piquets de grève. Par contre, le dirigeant de l'aile gauche du parti, Tony Benn, pousse à la préparation d'un mouvement de grève générale pour soutenir les mineurs. Arthur Scargill, président du NUM, a également appelé à des grèves de solidarité à grande échelle comme le moyen de gagner la grève.

Scargill a donné sa vision des perspectives pour la grève dans un message aux adhérents du syndicat à l'occasion du Nouvel An : « *Le vrai objectif du gouvernement est de massacrer l'industrie houillère, comme il l'a déjà fait pour la sidérurgie, et de briser le syndicalisme combatif. Mais, face à toutes les pressions et à de dures privations, 144 000 membres du NUM maintiennent fermement la grève. Il n'y a pas de paroles d'hommage adéquates pour rendre justice aux exploits magnifiques des mineurs britanniques et de leurs familles qui luttent avec un tel courage et une telle détermination pour leur avenir. En ce début de l'année 1985, je les appelle à rester fermes et j'appelle tous les membres du NUM qui ne sont pas en grève à rejoindre leurs camarades dans cette bataille pour sauvegarder notre industrie nationalisée, nos emplois et nos communautés. Cette bataille, nous allons la gagner. Avec toutes nos forces mobilisées derrière le syndicat, elle sera gagnée d'autant plus vite.* »

Steve ROBERTS

L'appel du président du NUM en direction des mineurs qui ont repris le travail constituait une tentative de contrer la campagne pour la reprise du travail considérée par le gouvernement comme le moyen d'en finir avec la grève. Le président de l'Office national du charbon (NCB), Ian MacGregor, a dit qu'il considérerait la grève comme effectivement terminée au moment où il aurait calculé que plus de 50 % des mineurs auront repris le travail. La position de MacGregor implique qu'à ce moment-là il essaiera de boycotter la direction élue du NUM et de traiter directement avec les représentants des mineurs non grévistes.

Cette tactique se combine avec celle d'encourager une scission dans le NUM. Dans le comté de Nottingham, des responsables « jaunes » locaux ont réussi à faire adopter par l'organisation régionale du syndicat des amendements à ses statuts pour faire en sorte qu'elle ne soit plus subordonnée aux statuts du syndicat national. Cette décision a été dénoncée par des mineurs grévistes du comté de Nottingham comme une tentative de diviser le NUM. D'ailleurs, les grévistes ne

sont pas convaincus que les non grévistes de la base veulent vraiment quitter le NUM pour créer un syndicat indépendant, comme cela s'était déjà passé à la suite de la

Au centième gala annuel des mineurs de Durham, juillet 1983. (DR)



grève générale de 1926 dans ce même bassin houiller. L'autre arme du gouvernement et de la direction des charbonnages, dans leur tentative de détruire le NUM, est constituée par la longue liste d'actions en justice intentée par des « jaunes » contre le syndicat. De telles actions ont déjà eu comme conséquence l'imposition de lourdes amendes au syndicat et le blocage de ses comptes en banque, après qu'il eut refusé de les payer. Une firme d'experts comptables, Price Waterhouse, a été nommée par le tribunal pour prendre le contrôle des finances du syndicat. D'autres syndicats, comme celui des cheminots, sont maintenant convoqués devant les tribunaux pour fournir des détails sur l'argent qu'ils ont donné aux mineurs au cours de la grève. Price Waterhouse exige que de tels dons de solidarité soient maintenant faits à eux et non au NUM.

### UNE OFFENSIVE CONTRE TOUT LE MOUVEMENT OUVRIER

Aujourd'hui, il est clair que tous les syndicats qui ont soutenu les mineurs sont devenus la cible des attaques du gouvernement. Par exemple, le puissant Syndicat des transports et des travailleurs non qualifiés (TGWU) s'est vu infliger une amende de 250 000 livres (environ 2,8 millions de francs) par les tribunaux pour avoir défié la nouvelle législation gouvernementale qui stipule que pour qu'une grève soit légale, il doit y avoir un vote à bulletin secret avant son déclenchement. Cette amende a été saisie sur les fonds de ce syndicat, après que ses avoirs aient été immobilisés par les tribunaux.

Le Parti travailliste subit lui aussi de graves attaques. Dans l'année qui vient, le gouvernement va obliger les syndicats à organiser des consultations à bulletin secret de leurs adhérents, qui seront ainsi appelés à décider si leurs syndicats doivent avoir le droit de verser une partie des cotisations syndicales au Parti travailliste. C'est cette « cotisation politique » qui fournit le gros des fonds du parti. En réa-

lité, dans la mesure où il n'existe pas de subvention d'Etat aux partis politiques, le Parti travailliste dépend quasi totalement de ces contributions pour maintenir son appareil et financer ses campagnes électorales. Interdire la « cotisation politique » contribuerait à la paralysie du parti. Bien entendu, le gouvernement n'a aucun projet de loi visant à interdire le financement des partis bourgeois par des sociétés privées.

La politique du gouvernement envers les municipalités constitue une autre attaque contre le Parti travailliste. La crise urbaine est devenue une question politique centrale en Grande-Bretagne aujourd'hui. Avec l'approfondissement de cette crise, les conseils municipaux à majorité travailliste qui dirigent presque toutes les grandes villes ont adopté des positions plus radicales. Une des conséquences en est que ces conseils refusent d'appliquer les lois gouvernementales destinées à leur faire réduire les dépenses concernant les services sociaux et les équipements collectifs. Des représentants de ces conseils se sont mis d'accord sur une stratégie destinée à contrer la politique gouvernementale, stratégie qui préconise qu'ils aillent jusqu'à violer la loi si nécessaire, et qui a été entérinée par le congrès du Parti travailliste d'octobre 1984. La date décisive pour cette confrontation avec le gouvernement est le 6 mars 1985, date à laquelle les restrictions budgétaires auront force de loi.

Les mineurs ont bien compris que cet affrontement est décisif pour leur propre bataille. Dans un article paru dans un journal de la gauche travailliste, *Labour Herald*, qui joue un rôle important dans la lutte des municipalités contre le gouvernement Thatcher, Arthur Scargill a déclaré : « Il faut appuyer tout secteur de la classe ouvrière qui se trouve soumis aux attaques dans le cadre de la politique économique de ce gouvernement. Il faut appuyer ceux qui résistent aux tentatives de détruire les services sociaux et les programmes d'éducation et de santé, pour l'application desquels les conseils municipaux ont été clairement mandatés par les électeurs. Donc, j'approuve et je soutiens pleinement toute forme d'action contre ce gouvernement répressif. »

Les municipalités travaillistes aussi voient que la lutte des mineurs est étroitement liée à la leur. Beaucoup de conseils municipaux travaillistes dans les régions minières ont subventionné les grévistes pour leur permettre de payer leurs factures de gaz et d'électricité, renoncé à encaisser les loyers et les impôts locaux pendant la grève, et versé régulièrement des sommes importantes aux fonds de soutien aux familles des mineurs. Donc, une issue politique à la grève se dessine, qui repose sur une alliance entre les mineurs, les municipalités travaillistes et les travailleurs communaux. Cela pourrait renforcer la grève, puisque le Parti conservateur est plus profondément divisé sur la politique municipale que sur d'autres questions. Des personnalités aussi influentes que l'ancien Premier ministre Edward Heath se sont prononcées nettement con-



La police intervient contre une action commune des femmes de mineurs et des femmes pacifistes de Greenham Common. (DR)

tre les mesures gouvernementales, allant jusqu'à voter contre celles-ci au Parlement.

## LE ROLE DES DIRECTIONS DU PARTI TRAVAILLISTE ET DU TUC

Néanmoins, le plus grand obstacle à une conclusion victorieuse de la grève des mineurs est constituée par la direction du mouvement ouvrier. Neil Kinnock, qui fut élu dirigeant du Parti travailliste en 1983 avec l'appui de la majorité de la gauche du parti, est maintenant mis en cause pour son hostilité à peine voilée à la grève. Dans un article paru dans *Labour Weekly*, hebdomadaire officiel du Parti travailliste, Kinnock attribue à la grève sa propre incapacité de mettre le parti en situation de devancer les conservateurs dans les sondages. Le dirigeant travailliste a systématiquement critiqué les piquets de grève des mineurs pour avoir soi-disant utilisé la violence. En même temps, il a refusé d'aller participer à un quelconque piquet de grève pendant les dix premiers mois de la grève. Kinnock a déclaré qu'il ne soutiendrait que les actions des mineurs qui resteraient dans le cadre de la « légalité ». Puisque l'arme principale dont s'est servi le gouvernement conservateur pour s'attaquer aux mineurs a été celle des tribunaux, cela veut dire que Kinnock a refusé de se battre contre les attaques judiciaires qui menacent non seulement le NUM et d'autres syndicats, mais aussi son propre parti. Il a surtout exprimé son mécontentement avec la stratégie adoptée par les conseillers municipaux de la gauche travailliste, stratégie qui implique de défier la loi.

Kinnock a formé une alliance avec ceux des dirigeants syndicaux qui ont systématiquement empêché que les décisions du congrès du TUC de septembre 1984, en soutien aux mineurs, se traduisent en actions. En particulier, ces décisions appelaient les syndicats qui ont des adhérents dans les entreprises de production d'électricité à apporter un soutien actif à la grève, en refusant de se servir des livraisons de charbon et de pétrole. Pour ce qui concerne la majorité de ces syndicats, il n'y a eu aucun effort sérieux pour faire appliquer ces décisions, et la direction très droitiste du Syndicat des travailleurs de l'électricité a tout simplement refusé

de faire quoi que ce soit pour soutenir les mineurs.

Le gouvernement a reconnu sa dette envers Frank Chapple, président de ce syndicat, qui vient de prendre sa retraite, en l'annoblissant, ce qui lui permet d'occuper un siège à la Chambre des Lords et de toucher 48 livres (540 francs) chaque jour où il s'y rend. Il y a du reste beaucoup d'autres candidats à la noblesse parmi les dirigeants syndicaux. Depuis trois mois, mis à part ce qu'ils ont fait pour saboter la lutte des mineurs, d'importants syndicats ont accepté des éléments clés de la législation gouvernementale antisyndicale, sans être désavoués par le Conseil général du TUC, et cela au mépris de la politique officielle du mouvement syndical qui est opposée à cette législation. La majorité des dirigeants syndicaux acceptent cette législation comme un fait accompli, tout en expliquant que le mouvement syndical doit demeurer dans le cadre des lois du pays.

## LA GAUCHE S'ORGANISE

En réponse à cette politique de collaboration de classes de la part des dirigeants syndicaux de la droite et du centre, la gauche a commencé à s'organiser. Des militants de base dans le parti travailliste ont organisé, le 2 décembre à Londres, une conférence de solidarité avec les mineurs, qui fut un grand succès et qui a rassemblé 1 700 délégués. Le Comité d'organisation de la gauche large, structure qui se donne pour objectif la coordination des différentes oppositions de gauche au sein des syndicats, a appelé à une conférence importante pour le mois de mars. Dans cette situation, même le Parti communiste a dû mobiliser sa fraction syndicale moribonde pour pouvoir donner une orientation à ses militants, qui ont en général joué un rôle de frein dans ce conflit. Certes, ils participèrent aux collectes d'argent d'argent pour les grévistes, mais se sont refusés à lutter pour étendre la bataille à d'autres secteurs de la classe ouvrière, ou même à mobiliser ces secteurs pour renforcer les piquets de grève des mineurs.

Tandis que Scargill et Benn sont prêts à appuyer ce genre de conférence et

à y prendre la parole, ce qui manque toujours est une initiative forte et unitaire de la gauche sur le plan national. Il y a plusieurs facteurs qui expliquent qu'il en soit ainsi. Tout d'abord, Scargill craint que s'il commence à organiser ouvertement les militants de base de la gauche dans d'autres syndicats, cela augmentera l'hostilité à la grève des mineurs de la part de la majorité des dirigeants syndicaux. Cependant, son attitude ne prend pas en compte l'effet positif que pourrait avoir l'activité d'une minorité combative pour faire basculer à gauche tout le mouvement syndical et donc renforcer la lutte des mineurs. Deuxièmement, une telle initiative visant à organiser la gauche aurait évidemment des implications en ce qui concerne la question de la direction du Parti travailliste. Des demandes de remplacer Kinnoch à la tête du parti sont venues des militants de base du parti, des syndicats et de l'extrême gauche.

L'organisation d'un courant de gauche au niveau national mettrait sans aucun doute à l'ordre du jour la question de défier Kinnoch, chose que Benn a tenté d'éviter ces derniers temps. En plus, une bataille se déroulerait, non seulement au niveau national, mais aussi à tous les niveaux du mouvement travailliste et syndical, pour chasser tous les responsables qui ont refusé de soutenir la lutte des mineurs et les remplacer par ceux qui se sont mobilisés pour l'aider.

La première étape de cette bataille sera celle de la présélection des députés travaillistes pour les prochaines élections législatives. Dans beaucoup de régions minières, les membres du syndicat ont adhéré au Parti travailliste pour pouvoir peser sur ses orientations, et leurs voix vont se faire entendre au moment de la sélection des futurs députés travaillistes. Ken Livingstone, dirigeant de gauche de la majorité travailliste au conseil du Grand-Londres, s'est fait le porteparole de ce renouvellement nécessaire, en appelant à lancer une campagne « Objectif gouvernement travailliste », qui aurait comme but l'élection d'un tel gouvernement, engagé aussi bien à appliquer un programme socialiste qu'à assurer la présence au Parlement d'un nombre accru de députés de gauche qui se battraient pour que ce programme se réalise dans les faits. Cette initiative correspond exactement à la radicalisation politique engendrée par la grève des mineurs et le rôle que le Parti travailliste y a joué.

C'est ce processus de politisation et de clarification au sein de la gauche qui constitue la prochaine étape vers la construction d'une nouvelle direction du mouvement ouvrier britannique, une direction qui se battra systématiquement pour défendre les intérêts de la classe ouvrière. La construction d'une telle aile gauche de « lutte des classes » dans le Parti travailliste et dans les syndicats représente la voie vers un vrai « Parti du travail » qui serait aussi fidèle à sa classe que le Parti conservateur l'est à la bourgeoisie. ■

Steve ROBERTS,  
Londres, le 7 janvier 1985.

## "Que plus le moindre grain de charbon n'atteigne l'Angleterre"

*Comme l'explique l'article précédent, les mineurs britanniques tiennent toujours, après dix mois de grève. Mais face à un gouvernement qui compte de plus en plus sur l'isolement de la grève et sur l'arme de la faim, ils ont un besoin urgent de solidarité, à la fois matérielle et sous la forme d'actions visant à bloquer les exportations de charbon vers la Grande-Bretagne. Nous en donnons quelques exemples ci-dessous, pris dans trois différents pays d'Europe.*

**Belgique.** Le boycottage du charbon destiné à la Grande-Bretagne a enfin commencé. Depuis le 12 décembre, les syndicats des transports affiliés aux trois confédérations syndicales FGTB, CSC et CGSLB ont refusé de charger des bateaux avec du charbon destiné à la Grande-Bretagne. Un tract distribué par le front commun syndical du transport d'Anvers appelle à la « solidarité pratique » de la part de tous les travailleurs des ports belges. Le boycott a commencé à Gand, d'où est envoyé la plupart du charbon pour la Grande-Bretagne. D'après l'UBOT, syndicat des transports affilié à la FGFB, au 17 décembre trois bateaux avaient déjà été boycottés. L'un d'entre eux a pu partir avec la moitié de sa cargaison, mais les autres n'ont pas été chargés. Le charbon a été ensuite transporté à Tereuzen, où les bateaux ont été chargés par une société de transport dont les employés ne sont pas des dockers.

A cause de la grève des mineurs, les exportations de charbon belge vers la Grande-Bretagne ont augmenté de 81 % pour les six premiers mois de 1984 par rapport à la même période de 1983. Les chiffres comparables pour les exportations de charbon d'autres pays vers la Grande-Bretagne sont de 162 % pour la Pologne, 200 % pour les Etats-Unis et 1 000 % pour les Pays-Bas. Il est donc urgent que l'exemple des travailleurs belges soit suivi dans d'autres pays. Au cours d'une réunion commune avec le TUC britannique, le 8 décembre à Londres, les syndicats des transports de Belgique, des Pays-Bas et de RFA s'étaient déjà mis d'accord sur le principe d'un tel boycott. Maintenant, il faut que cet accord soit appliqué dans les faits. Comme le dit une pétition qui circule dans le mouvement syndical belge, « le mouvement syndical tout entier doit faire en sorte que plus le moindre gramme de charbon n'atteigne l'Angleterre à partir de notre pays ».

**Luxembourg.** La déclaration suivante de la FNCTTEL (section jeune du syndicat des cheminots) est parue dans les principaux journaux du pays, au mois de décembre 1984 : « La tentative des tribunaux britanniques de saisir les fonds des mineurs et donc de briser leur résistance,

*pour en finir une fois pour toutes avec cette grève qui dure déjà depuis dix mois, constitue un scandale. (...) Au Luxembourg, nous, de la FNCTTEL, nous nous solidarisons avec le NUM et exigeons que les tribunaux britanniques soient empêchés de toucher aux biens du NUM déposés au Luxembourg. » Le NUM a en effet déposé une partie de ses fonds dans des banques luxembourgeoises, pour éviter qu'ils ne soient saisis par les tribunaux britanniques.*

La déclaration se poursuit en faisant remarquer que des sociétés et des gouvernements bourgeois, de même que des dictatures militaires, pouvaient déposer leur argent dans des banques au Luxembourg sans aucun risque. Pourquoi traiter le NUM différemment ?

**France.** Mitterrand aide Thatcher à briser la grève en livrant du charbon à la Grande-Bretagne. Dans une opération semi-clandestine, du charbon a été transporté de la ville minière de Gardanne, apparemment à destination de Villeurbanne, alors qu'en réalité, selon une circulaire interne de la SNCF (chemins de fer), ce charbon devait prendre une autre destination. Ayant appris ce qui se passait, le syndicat CGT fit en sorte que le charbon en question soit versé sur la voie ferrée de la gare de triage de Calais, port d'embarquement du charbon pour la ... Grande-Bretagne. Il semble aussi qu'il y ait eu des discussions entre Thatcher et le gouvernement français sur la possibilité que la France exporte de l'électricité en Grande-Bretagne pour éviter qu'il y ait des coupures de courant.

Mais si les gouvernements capitalistes organisent la coopération pour briser la grève, la solidarité des syndicalistes français avec les mineurs britanniques se développe elle aussi. A Noël, plusieurs délégations se sont rendues en Grande-Bretagne pour apporter des jouets et de l'argent aux mineurs et à leurs familles. Le secteur santé du syndicat CFDT de la région parisienne a organisé deux convois avant Noël, qui transportaient entre autres des jouets envoyés par les ouvrières de l'usine de fabrication de poupées Bella de Perpignan, qui ont elles-mêmes l'expérience d'une longue lutte pour défendre leurs emplois. Un de ces convois a été retenu durant 24 heures au port de Douvres par les douaniers, et il a fallu l'intervention du consul de France pour qu'il puisse poursuivre sa route. La CGT a envoyé plus de 100 000 cadeaux de Noël pour les familles des mineurs. Elle a l'intention d'organiser d'autres convois au début de 1985. De son côté, la LCR a fait parvenir 1 000 livres (environ 11 000 francs) aux mineurs de Cardiff (Pays de Galles) et maintient ouverte une souscription en faveur des mineurs en grève. ■

## Un gouvernement de paralysie nationale

**A**PRES mille tractations, c'est finalement autour de la formule d'un gouvernement d'union nationale que le nouveau parlement israélien a trouvé une issue à l'impasse parlementaire provoquée par les dernières élections législatives anticipées du 23 juillet 1984 (cf. *Inprecor* numéro 180 du 24 septembre 1984). De là à affirmer que la crise de direction de l'Etat sioniste est résolue, la route est encore longue.

Michel WARSCHAWSKI

Une nouvelle fois, l'Etat sioniste se trouve à la pointe de l'innovation, sur le plan institutionnel cette fois. Le mot clé de l'accord signé par les représentants du Parti travailliste, jusque-là dans l'opposition parlementaire, et du Likoud, anciennement au pouvoir, est « parité ». Tout est paritaire dans le nouveau gouvernement d'union nationale : le nombre des ministres appartenant aux deux blocs, la composition du cabinet restreint, la composition des principales commissions de la Knesset (Parlement israélien), etc. La plate-forme gouvernementale se réduit au plus grand dénominateur commun des programmes des deux grands partis, et chaque ministre est doté d'un « contre-ministre » ou d'un secrétaire d'Etat appartenant à la formation adverse.

Comme le prévoyait avec clairooyance avant les élections le dirigeant travailliste Shimon Peres, aujourd'hui Premier ministre, alors qu'il rejetait à l'époque l'offre d'Itzhak Shamir de constituer un gouvernement d'union nationale, le gouvernement issu des élections de juillet 1984 est, dans sa structure même, un gouvernement de paralysie nationale, incapable

de prendre une quelconque décision sérieuse sur les problèmes cruciaux. Pendant la campagne électorale, les deux grandes formations politiques, les travaillistes et le Likoud, s'étaient engagées à tout faire pour mettre fin aux deux maux qui rongent l'Etat juif, en retirant l'armée israélienne du Liban et en proposant un plan d'ensemble d'assainissement économique. Trois mois après les élections, où en sommes-nous ?

Sur le plan économique, hormis toute une série de mesures s'attaquant directement au pouvoir d'achat des travailleurs, aucun plan d'ensemble n'a pu être défini. Tout le monde s'accorde à reconnaître que ces mesures, aussi graves soient-elles pour la classe ouvrière, n'auront aucun effet sur les maux qui rongent l'économie israélienne (cf. article ci-après).

Quant au retrait des forces israéliennes du Liban, le nouveau gouvernement a certes fait de multiples déclarations en ce sens, mais sans pour autant jamais oublier d'ajouter que toute mise en pratique d'un retour aux positions de 1982, avant l'opération « Galilée » d'invasion du Liban, était conditionnée par un accord politique qui garantisse que la situation ne soit

Malgré le soutien parlementaire sans précédent dont jouit le nouveau gouvernement, celui-ci s'est avéré très rapidement incapable de prendre des décisions sérieuses pour résoudre les deux principaux problèmes qui préoccupent la population israélienne et sa classe dirigeante : la crise économique et l'embourgeoisement militaire au Liban.

pas pire à celle ... antérieure à l'invasion. Ce qui signifie que, dans le meilleur des cas, il faudra attendre 10 mois, et cela au coût humain de deux soldats tués en moyenne par semaine et au coût financier de deux millions de dollars par jour (19 millions de francs).

Pour ce qui est d'une hypothétique initiative politique, derrière les déclarations contradictoires du Premier ministre, qui a annoncé qu'il ne rejetait pas le plan Reagan, et du vice-Premier ministre, qui continue, lui, à s'y opposer, les divergences réelles sont minces. « *Les mots ne coûtent rien*, déclare en substance Shimon Peres, *aussi pouvons-nous appeler le roi Hussein de Jordanie à négocier et montrer à l'opinion publique internationale que c'est le camp arabe qui refuse de s'asseoir à la table des négociations.* » Car, sur le fond, Israël n'est prêt à aucune concession susceptible de débloquent la situation dans la région.

Il reste la situation dans les territoires occupés. Le gouvernement israélien s'est certes engagé à « geler » les implantations de colons juifs, mais cette décision n'a aucune implication pratique, vu que dès à présent 70 % des terres ont d'ores et déjà été expropriées et que l'« élargissement » des implantations existantes permet de poursuivre indéfiniment le processus de colonisation juive. Sur le plan de la répression, le ministre de la Sécurité et de la Défense du gouvernement d'union nationale, Itzhak Rabin, va certainement tenter d'éviter certaines provocations stupides, dont son prédécesseur, Ariel Sharon, avait fait l'essentiel de sa politique envers les Palestiniens. Le nouveau ministre de la Défense serait même tenté de lâcher un peu de lest en faveur de courants politiques palestiniens proches de la Jordanie. Pourtant, sous la pression des colons, dont le porte-parole se trouve au sein même du gouvernement, la marge de manœuvre de Rabin est étroite. En effet, au cours des derniers mois, la politique de provocation de la part des colons s'est accentuée, visant à pousser la population arabe locale à réagir d'une façon violente, ce qui justifierait alors, en contre-coup, une accentuation de la répression. Les deux premières mesures prises par les forces d'oc-

Installation de la ligne de défense israélienne sur la rivière Awali au Liban, août 1983. (DR)



cupation depuis la mise en place du nouveau gouvernement sont en ce sens symptomatiques : d'une part, le rejet de la demande des services de sécurité de fermer le bureau d'information de Raimonda Tawil, personnalité palestinienne modérée accusée d'avoir des contacts avec l'OLP, mais, de l'autre, la fermeture par des murs de béton de sept issues du camp de réfugiés palestiniens Deheiche, après que sa population ait manifesté contre les provocations violentes du rabbin fasciste Kahane et des colons de Kiryat Arba.

Paralysie et impuissance du gouvernement d'union nationale ne signifient donc pas nécessairement garantie de stabilité. Et rares sont ceux qui sont prêts à parier que le gouvernement d'union nationale tiendra le coup pendant les cinq longues années de sa législature. Le danger immédiat qui menace ce gouvernement n'est certes pas l'opposition parlementaire, complètement marginalisée, ni même une perspective proche de contre-offensive ouvrière ou un renouveau du mouvement anti-guerre, dont la grande majorité est prête à donner ses chances à Rabin. C'est au sein du gouvernement lui-même, et plus particulièrement dans l'aile Herout (aile droite) du Likoud que souffle un vent de fronde.

En effet, les principaux responsables de la faillite politique (Ariel Sharon) et économique (Aridor, ancien ministre des Finances) du dernier gouvernement se sont alliés au numéro deux du Herout, le ministre de la Construction, David Levy, pour une dénonciation systématique de la politique économique du nouveau gouvernement, dont ils font évidemment aussi partie. N'hésitant pas à utiliser une démagogie populiste et à dénoncer les mesures économiques comme anti-ouvrières et la nouvelle équipe dirigeante comme un gouvernement des nantis, les dirigeants du Herout ne seraient pas mécontents qu'une crise gouvernementale entraîne de nouvelles élections qu'ils croient pouvoir gagner grâce à l'impopularité des mesures économiques prises actuellement, et non sans s'être débarrassés auparavant du dirigeant actuel de leur parti, Itzhak Shamir.

Mais là aussi les jeux sont loin d'être faits. Les attaques violentes contre le ministre des Finances, de la part de l'aile libérale du Likoud, pourraient pousser ce dernier à provoquer une scission dans le Likoud, ce qui permettrait aux travaillistes de former un gouvernement sans le Herout, auquel cas Shimon Peres pourrait rester Premier ministre encore pour 5 ans, alors que les accords passés avec le Likoud prévoient qu'il laisse sa place à Rabin à mi-législature.

On le voit, loin de s'atteler à la restauration de tout ce qui avait été détruit par sept ans de régime du Likoud, le nouveau gouvernement est occupé à manœuvrer entre les tactiques des diverses fractions qui le composent. N'est-ce pas là l'expression la plus tangible de la crise structurelle de l'Etat sioniste ? ■

Michel WARSCHAWSKI,  
Tel Aviv, 4 décembre 1984.

## Crise économique et programme d'austérité

**A**VEC un taux d'inflation qui atteint pour l'instant 450 % et un déficit de la balance des paiements qui dépassera cette année les 5 milliards de dollars (plus de 47 milliards de francs), Israël est entré dans une profonde crise économique comme l'Etat sioniste n'en avait jamais connu auparavant.

La crise actuelle, qui trouve ses origines dans la désarticulation économique née de la guerre d'Octobre 1973, a été ouvertement reconnue par les dirigeants israéliens, du temps de l'ex-Premier ministre Menahem Begin. Mais même ainsi, les gouvernements du Likoud (parti conservateur) qui se sont succédés au pouvoir, depuis 1977 jusqu'aux dernières élections de juillet 1984, se sont refusés, avant tout pour des raisons électoralistes, à faire face à la crise avec un programme d'austérité.

La bourgeoisie israélienne, alarmée par le désastre économique, a fait pression sur ses différentes fractions, afin qu'elles forment un gouvernement d'« unité nationale » qui puisse mener à bien une telle politique économique d'austérité. C'est ainsi que s'est formé un gouvernement de coalition, auquel participent les deux grands partis bourgeois, le Likoud et les travaillistes, qui même s'ils ont des appréciations distinctes sur les moyens d'un assainissement de l'économie, ont pu se mettre d'accord sur la nécessité de mesures radicales.

### Meir WEKSLER

Tout comme les précédents, ce nouveau gouvernement a recouru à l'aide impérialiste, en recherchant une nouvelle négociation et un accroissement de l'aide économique à Israël. Le marché israélien par lui-même ne serait jamais parvenu à faire d'Israël à la fois une puissance régionale au niveau militaire et, en même temps, à maintenir un niveau de vie moyen parmi les masses juives qui soit supérieur à celui de toute la région, s'il n'avait pu compter au départ sur l'appui massif de l'impérialisme anglais et français jusqu'à la fin des années 1960, et principalement nord-américain depuis cette période.

### L'AIDE ÉCONOMIQUE IMPÉRIALISTE

Cette aide tend à se transformer de prêts en dons, pour pouvoir ainsi subventionner la balance des paiements israélienne. Mais même avec ce moyen, qui démontre l'« estime » que l'impérialisme porte au rôle que joue Israël dans cette zone, ces concessions suffisent à peine à couvrir les anciennes dettes. Ce fut le cas l'an dernier, où les 900 millions de dollars (plus de 8,5 milliards de francs) d'aide civile américaine ont été utilisés pour couvrir des dettes à court terme, en majorité en direction même des Etats-Unis. Selon les chiffres de l'évolution de l'aide économique américaine accordée à Israël, celle-ci représentait, en 1983, le tiers du total de l'aide américaine au niveau mondial et le quart de l'aide militaire (cf. tableau ci-après).

L'Etat israélien est devenu, dans la dernière décennie, la citadelle chérie de l'impérialisme. C'est sur cette base que la bourgeoisie israélienne a pu gonfler et ac-

### AIDE MILITAIRE ET CIVILE DES USA A ISRAËL

(chiffres du ministère de la Défense, en millions de dollars)

Année	Aide militaire	Aide civile
1972	300	50
1973	300	50
1974 (1)	2 880	50
1975	300	400
1976 (2)	1 700	700
1977	1 000	735
1978	1 000	785
1979 (3)	3 300	785
1980	1 000	785
1981	1 400	764
1982	1 400	800
1983 (4)	1 700	785
1984	1 400	910

(1) Réapprovisionnement après la guerre d'Octobre 1973.

(2) Retrait du canal de Suez.

(3) Accords de paix avec l'Égypte.

(4) Réapprovisionnement après la guerre du Liban.

croître son pouvoir militaire, et c'est toujours sur cette base qu'elle prétend résoudre, du moins en partie, la crise économique du pays. Mais Washington n'est pas disposé à continuer à verser de l'eau dans un tonneau sans fond. La crise que traverse le capitalisme international rend nécessaire une refonte des relations économiques entre l'impérialisme et Israël. Les pressions en ce sens, du FMI et de divers groupes financiers américains, sont claires. L'impérialisme ne sera disposé à continuer à financer l'Etat sioniste que dans la mesure où ce dernier se montrera capable d'assainir son économie en réduisant de façon radicale ses dépenses intérieures.

La dépendance de l'Etat israélien vis-à-vis de l'impérialisme ne se traduit pas,

comme c'est le cas pour les pays sous-développés, par l'exploitation de ses matières premières, l'utilisation d'une main-d'œuvre bon marché et l'exportation de capitaux, c'est-à-dire une forme de dépendance classique. Dans le cas d'Israël, même si cette relation existe, elle est en rapport direct avec la nécessité de la part de l'impérialisme de maintenir l'Etat sioniste comme un bastion armé au cœur du Moyen-Orient, pour freiner l'avance des luttes anti-impérialistes des masses arabes, et principalement des masses palestiniennes. C'est pour cette raison que la renégociation des relations économiques ne peut se faire en des termes identiques à ceux utilisés pour les nations du « tiers-monde ».

A travers son aide militaire à Israël, Washington subventionne de façon indirecte sa propre industrie militaire. Il n'y aura donc pas de réduction des prêts destinés à l'achat de matériel militaire, et l'argent continuera d'affluer dans les coffres-forts israéliens. Mais il n'en sera plus de même pour les prêts civils. Pour ces derniers, la tendance est claire, elle a été annoncée lors de la dernière visite du Premier ministre israélien Shimon Peres aux USA : il y aura des réductions directes. Le plan d'ouverture d'une « zone de libre-échange » entre les deux pays, qui serait supposée faciliter les exportations israéliennes, est en réalité une forme de remboursement d'une partie de la subvention civile américaine. A long terme, ce plan signifierait la destruction d'une partie de l'industrie israélienne, qui a besoin de produits de base importés, car ce plan de « zone de libre-échange » stipule la nécessité de couper les subventions attribuées jusqu'à présent au gouvernement israélien pour les importations de matières premières.

De plus, les conseillers économiques de Ronald Reagan ont exprimé très clairement leur position par rapport à tout plan économique qui serait élaboré par le gouvernement israélien : les USA n'accepteront pas de subventionner le déficit budgétaire israélien par un accroissement du déficit de la balance des paiements, ce qui signifierait, en dernière instance, subventionner le déficit par les prêts américains.

Mais Washington comme Jérusalem comprennent que tout programme d'assainissement qui prétend sérieusement réduire le déficit budgétaire doit s'exercer d'abord sur le budget militaire, et l'on touche là à un gros dilemme.

## LE BUDGET MILITAIRE D'ISRAEL

La nécessité de s'affronter constamment au monde arabe a amené la bourgeoisie israélienne à s'armer de telle façon que le poids des dépenses militaires, directes et indirectes, représente presque les deux tiers de tout le budget national. Les besoins croissants de l'armée israélienne ont amené la bourgeoisie sioniste à développer de façon incontrôlable l'industrie militaire jusqu'au point où l'économie du pays s'est déformée de façon monstrueuse, l'industrie de guerre étant devenue le

centre vital de l'économie israélienne. La majeure partie des prêts et des subsides gouvernementaux sont en relation avec le ministère de la Défense.

Cette situation a créé des intérêts communs entre les différents gouvernements, la bourgeoisie et les hauts officiers de l'armée israélienne, les liant tous à la nécessité commune d'accroître les dépenses militaires afin d'augmenter ainsi leurs bénéfices et de renforcer toute cette machinerie infernale. Quelques exemples suffiront à démontrer le poids du complexe militaire sur la vie économique du pays :

— En 1981, les dépenses militaires atteignaient presque le tiers du Produit intérieur brut (PIB). Mais, même avec ce chiffre astronomique, les dépenses militaires augmenteront de 11 % durant la période qui va de juin 1982 (début de la guerre du Liban) au début de l'année 1983, et de 16 % un an plus tard. Selon les calculs « optimistes », le pourcentage des dépenses militaires par rapport au PIB se stabilisera, à la fin de cette année, autour de 40 % (voir tableau ci-dessous).

### BUDGET MILITAIRE ISRAELIEN (en % du PIB)

Année	%
1966	6,9
1967	10,3
1970	13,9
1972	12,3
1975	16,8
1978	14,2
1980	14,6
1982	16,6

Tiré du Livre annuel des statistiques.

— Malgré ces chiffres alarmants, la bourgeoisie israélienne s'est engagée dans des projets militaires gigantesques, comme la construction d'un bombardier, le « Labih », dont le budget initial atteignait 2 milliards de dollars (19 milliards de francs). Malgré la grande envergure de ce projet, il n'est pas sûr que le « Labih » puisse entrer en compétition sur le marché avec les appareils produits par les pays impérialistes. La production en série de ce bombardier ne commencera qu'en

Campement d'Arabes bédouins à côté d'une nouvelle colonie israélienne en Cisjordanie. (DR)



1990, si bien qu'il sera, à cette époque, techniquement et militairement dépassé.

— Le ministère de la Défense utilise directement presque le tiers de la force industrielle du pays et le quart de sa main-d'œuvre industrielle salariée, soit environ 45 000 personnes.

— Mais le capital d'Etat n'est pas le seul à avoir été investi dans l'industrie militaire. Les capitaux privés de la bourgeoisie, comme celui de la Histadrut (principale centrale syndicale), se sont aussi concentrés, ces dernières années, dans l'industrie militaire, notamment dans les produits électroniques et la technologie avancée, qui sont en majeure partie destinés à l'armée. Le budget militaire a également accéléré la concentration du capital dans le pays, transformant les sociétés « Cur » (appartenant à la Histadrut) et « Clal » (appartenant au groupe financier Insurance Diskont Bank) en deux géants qui, avec l'industrie militaire d'Etat, dominent les secteurs clés de l'économie israélienne.

Tous ces chiffres montrent que même si le gouvernement voulait réduire le budget militaire, cette réduction se traduirait inévitablement par un choc avec les intérêts de la bourgeoisie et de la bureaucratie militaire. Cette situation d'impasse ne peut être surmontée par un autre moyen.

## LA CONTRADICTION DU CAPITAL ISRAËLIEN

En 1967, l'occupation des territoires de Cisjordanie et de la bande de Gaza avait permis un boom économique en Israël, après plusieurs années de crise. Ce boom était dû à l'ouverture de nouveaux marchés, dans lesquels Israël disposait d'un monopole absolu et y trouvait une réserve de main-d'œuvre bon marché en grande quantité. Cette forme d'« accumulation primitive » du capital sioniste ne peut se répéter. L'occupation du sud du Liban l'a clairement démontré. Bien que les exportations agricoles israéliennes dans cette région aient constamment augmenté, avec pour conséquence la destruction de l'agriculture locale, ce phénomène

n'a pu dépasser le secteur agricole. On peut donc dire que les possibilités économiques que l'Etat sioniste peut tirer de l'occupation des territoires arabes ont été utilisées au maximum.

La déformation structurelle de l'économie israélienne ne peut être « assainie » à travers les formes classiques utilisées au niveau mondial, car, pour cela, le gouvernement devrait lutter ouvertement contre la bureaucratie d'Etat, le haut-commandement de l'armée et les groupes clé de la bourgeoisie. Pour dire les choses autrement, le régime devrait restructurer ses intérêts essentiels en tant que classe et modifier radicalement sa stratégie vis-à-vis du conflit arabo-israélien, c'est-à-dire qu'il devrait en dernière instance lutter contre ses propres intérêts de classe dominante.

C'est là la principale contradiction du capital israélien. C'est la raison pour laquelle, lorsque les porte-parole du gouvernement avancent la nécessité de l'application d'un plan d'austérité, ils se réfèrent en réalité à la nécessité de réductions importantes des dépenses publiques des secteurs où il leur est possible d'effectuer de telles coupes, c'est-à-dire dans le budget civil (éducation, santé, budgets municipaux, construction civile, etc.), le crédit à l'industrie civile et par une offensive contre le niveau de vie des masses.

Mais ce que nous avons affirmé plus haut ne signifie pas qu'il n'existe pas de fractions de la bourgeoisie qui comprennent la nécessité d'une réduction du budget militaire, même partielle, comme partie prenante d'un programme d'austérité. Dans l'un des plus sérieux hebdomadaires d'Israël, *Koteret Rashit* (Premier Plan), les porte-parole de groupes proches du Parti travailliste ont publié, dans le numéro du 24 octobre 1984, certaines propositions pour réduire le budget militaire. Ils y affirment qu'« il y a aujourd'hui environ 100 000 personnes dans l'armée, soit près de 15 % de la force de travail du pays et 50 % de la force de travail âgée de 18 à 25 ans. Une réduction de 40 % du budget militaire rendrait possible la réduction du service militaire obligatoire de trois ans à deux ans et demi, et même, à plus long terme, à deux ans. Avec une réduction de six mois du service militaire, on pourrait libérer pour le marché du travail près de 15 000 jeunes, et ceci se répercuterait positivement sur l'économie ». Ce que veut dire de façon subtile le rédacteur de ces lignes, c'est que non seulement il y aurait le bénéfice d'une réduction du budget militaire mais, de plus, à long terme, l'entrée de plus de jeunes dans l'armée de réserve du travail ferait pression sur les luttes ouvrières et sur l'état d'esprit des masses. La citation suivante est un exemple significatif : « *Le prix annuel du stationnement de l'armée au Liban atteint les 500 millions de dollars (plus de 4,7 milliards de francs, ndlr.), ce qui représente environ 15 % de la somme obtenue par le ministère de la Défense pour les dépenses d'achats faits sur le marché intérieur. (...) La sortie de l'armée du territoire libanais signifierait une grande économie. (...) Néanmoins, on souligne au*



Manifestants contre l'implantation de nouvelles colonies en Cisjordanie. (DR)

*ministère que le retrait de nos troupes du Liban n'aurait pas une influence positive sur le budget : ce qui serait épargné au Liban devrait être investi pour la réorganisation de l'armée à la frontière nord du pays, notamment face au danger représenté par les forces militaires syriennes en territoire libanais après le retrait d'Israël* ». Il est évident que la bureaucratie militaire et gouvernementale trouvent toujours des excuses pour justifier les dépenses militaires et continuer à les augmenter.

## L'OFFENSIVE BOURGEOISE

Comme nous le signalions auparavant, le programme d'austérité envisagé par la bourgeoisie, et qui touchera principalement le niveau de vie des masses, ne pourra pas résoudre les problèmes de fond de l'économie israélienne, mais il pourra réduire les « zones grasses » de la société civile.

Concernant ses associés de seconde zone, la bourgeoisie israélienne a ouvert l'offensive contre la couche de petits entrepreneurs qui avaient prospéré à l'ombre du grand capital israélien pendant ces dix dernières années en se concentrant dans les branches périphériques de l'économie : industrie textile et alimentaire, construction civile, agriculture privée, compagnies d'assurances, importateurs de biens de consommation, entreprises d'investissements à la bourse de Tel-Aviv, etc. Cette offensive s'est concrétisée par une réduction drastique du crédit bancaire et a eu son apogée avec la chute des actions commerciales à la bourse de Tel-Aviv et la fermeture de cette dernière, en septembre de l'année 1983. Les plus touchés par cette offensive ont été les secteurs productifs, notamment les agriculteurs organisés en « Moshavim » (coopératives agricoles), la crise parvenant à désarticuler l'agriculture et menant à la banqueroute de nombreux « Moshavim » (1).

L'offensive bourgeoise contre le niveau de vie des masses, à travers la réduction du budget civil, a été pour le mo-

ment victorieuse. Depuis 1977, date de l'arrivée au pouvoir du Likoud, la partie du PIB investie dans la santé et l'éducation a été en diminution constante. De même, en 1983, la construction de logements populaires a diminué de 50 % dans la portion d'Israël d'avant la guerre de 1967. Nombreuses sont les municipalités en banqueroute, endettées auprès de banques privées pour des millions de shekels (1 shekel vaut environ 0,17 francs, ndr.) La situation des municipalités arabes, comme celle de Nazareth, est encore plus désastreuse, puisque la subvention gouvernementale leur a été réduite de 50 %. Les universités ont été obligées de repousser l'ouverture de l'année scolaire faute de crédits. Elles ont augmenté les droits payés par les étudiants, qui se montent à 1 000 dollars (9 500 francs) par an ; les subventions gouvernementales aux produits alimentaires de première nécessité ont été en diminution constante depuis 1978, disparaissant totalement pour certains d'entre eux, comme d'ailleurs les subventions aux transports publics, monopolisés par deux coopératives appartenant à la Histadrut.

En ce qui concerne le salaire réel, l'offensive de la bourgeoisie sioniste s'est accélérée depuis la fin de l'année 1983, à travers une hausse constante des impôts indirects — qui sont, en pourcentage, les plus élevés du monde —, l'inflation astronomique et la réduction de l'indexation de l'échelle mobile des salaires. Cette indexation ne couvrait plus que 80 % de l'inflation en novembre dernier. La diminution du salaire réel a atteint les 15 %, entre la fin de 1983 et le début de 1984, et, selon diverses sources, il baissera de 40 à 45 % jusqu'à la fin de l'année 1984.

L'offensive contre les travailleurs a atteint son point le plus haut avec la si-

1. Il est intéressant de noter que le développement et l'apparition d'entreprises parasitaires qui se spécialisaient dans l'importation de biens de consommation et dans la spéculation financière sont un reflet du parasitisme et de la déformation de l'économie israélienne, qui est une économie basée sur des subventions constantes de l'impérialisme.

gnature d'un accord de blocage des salaires et des prix entre le gouvernement, la Histadrut et les entreprises privées, au début du mois de novembre 1984. Cet accord, qui est prévu pour une période de trois mois, jusqu'en février 1985, devrait réduire le salaire brut moyen des salariés de 27,6 %. Il permettra par ailleurs aux entreprises d'indexer les prix de leurs produits au début et à la fin de l'accord. Le gouvernement avait ainsi accordé une augmentation générale des prix, comprise entre 100 et 200 %, la veille même de la signature de l'accord. C'est pour cela que les trois signataires se sont empressés d'affirmer leur désir de reconduire ce traité pour une nouvelle période de trois mois.

Même si les porte-parole du gouvernement ont essayé par tous les moyens de démontrer que ce blocage serait bénéfique pour les salariés en réduisant de façon significative l'inflation, la réalité est très différente. Le processus inflationniste ne pourra pas être jugulé tant qu'il n'aura pas été procédé à une sérieuse réduction des budgets gouvernementaux, notamment du budget militaire. Juste dix jours après la signature de l'accord de blocage des salaires et des prix, le ministère de l'Economie proposait une nouvelle réduction des dépenses, d'un montant de 500 millions de dollars (plus de 4,7 milliards de francs), dont 150 millions (environ 1,5 milliards de francs) devaient être imputés au budget du ministère de la Défense. Mais pour le moment, le commandement de l'armée a affirmé que cette réduction budgétaire était quasiment impossible à effectuer « sans mettre en danger la sécurité de l'Etat et la puissance de Tshahal (armée israélienne, ndlr.) ».

Aux mesures anti-ouvrières que nous venons de mentionner s'ajoute une croissance constante du taux de chômage qui, à la fin de l'année 1984 touchera 100 000 personnes, dont 40 % sont concentrées dans les villes frontalières du nord du pays. S'y ajouteront encore 15 000 fonctionnaires qui seront licenciés au début de 1985 en conséquence des réductions budgétaires de l'administration et de la vente prévue d'entreprises publiques au secteur privé.

La situation des ouvriers palestiniens dans les territoires occupés est encore plus désespérée. Ce sont eux qui seront les plus touchés par la vague de licenciements, n'étant pas organisés dans la Histadrut et ne bénéficiant pas des assurances sociales. Il faut ajouter à cela que 17 années d'occupation israélienne de la bande de Gaza et de la Cisjordanie ont fini par étrangler la faible industrie locale, en même temps que les confiscations de terres laissaient sans ressources une partie de la population agricole. Le gouvernement, comme la Histadrut, font campagne sur la nécessité de licencier ces ouvriers, afin que leurs emplois soient occupés par des Juifs. Mais dans la réalité, la chose n'est pas si facile. L'ouvrier juif n'est pas disposé à travailler dans des conditions et pour des salaires misérables, comme l'acceptent les ouvriers palestiniens. Le capital israélien tire profit de cette main-d'œuvre arabe bon marché et n'est pas

disposé à l'échanger pour des ouvriers juifs organisés et mieux rémunérés.

Dans le contexte de l'offensive gouvernementale, la Histadrut a joué un rôle clé. C'est sa direction qui a insisté, au cours des derniers mois, sur la nécessité de signer un accord de blocage des salaires et des prix, préparant de cette manière le terrain à l'intérieur de la classe ouvrière. Mais même ainsi, son secrétaire général, Israël Keisar, s'est vu dans l'obligation de justifier sa signature apposée au bas des mesures draconiennes contenues dans l'accord. Cela lui a valu des critiques grandissantes de la part de ses pairs au sein du comité exécutif de la Histadrut. Les représentants du Likoud dans cette institution ont profité de cette situation pour renforcer leur position comme défenseurs supposés des intérêts de la classe ouvrière, ceci en vue des élections au comité exécutif, qui sont prévues pour avril 1985.

La Histadrut, en vertu de son rôle d'employeur et de propriétaire des plus grands consortiums du pays a affirmé sa « responsabilité » face à la nécessité d'assainir l'économie israélienne, et c'est pour cela que, dans cette situation d'urgence, elle a abandonné le rôle qui était supposé être le sien en tant que syndicat. C'est ce qui a amené plusieurs groupes de travailleurs, en 1983, à rejeter les conventions salariales signées entre la Histadrut et les employeurs, et à menacer de prendre leur indépendance par rapport à la Histadrut.

#### LA CLASSE OUVRIERE FACE A LA CRISE

Pendant le second gouvernement du Likoud, en 1981, 13 commissions de travailleurs se sont organisées pour négocier de manière indépendante de nouveaux accords salariaux avec le ministère de l'Economie. Parmi ces commissions, l'on comptait des travailleurs de certaines des entreprises les plus importantes du pays : la Compagnie d'électricité, la Compagnie nationale du téléphone, les travailleurs de la télévision, les entreprises de pierre de la Mer morte, les employés de la compagnie nationale d'aviation El Al, les travailleurs des ports, etc. L'organisation du « groupe des 13 » est née du désaccord qui existait avec la Histadrut sur les points à renégocier.

Cette organisation, bien que ses dirigeants aient signalé dès le départ qu'ils ne voulaient pas abandonner la Histadrut, avait une dynamique clairement indépendante qui pouvait modifier qualitativement les rapports de forces entre le travail et le capital dans le pays. Les « 13 » ont fait sentir leur force comme formation indépendante de salariés qui pouvait, s'ils l'avaient voulu, paralyser l'économie du pays. C'est pour cette raison que la Histadrut a vu dans les « 13 » un véritable danger pour son hégémonie sur les travailleurs et a essayé par tous les moyens de les détruire, avec l'aide du gouvernement. Pour leur part, les « 13 » ont commis une grosse erreur d'estimation de leur force

face à l'ennemi de classe, en refusant d'organiser sous leur drapeau d'autres commissions ouvrières qui voulaient entrer dans leur organisation. D'un côté, ils avaient peur de devenir la direction d'une organisation ouvrière indépendante, de de l'autre, ils voulaient se maintenir comme regroupement exclusif, représentant l'aristocratie ouvrière du pays, afin de pouvoir ainsi, selon eux, mieux faire pression sur les employeurs.

Le gouvernement, et surtout le ministère de l'Economie, se sont rapidement rendus compte de la nécessité d'en finir avec cette organisation, même s'il fallait en arriver à l'épreuve de force. C'est ainsi que s'est ouverte la campagne du soi-disant assainissement de la compagnie d'aviation El Al. La commission des travailleurs de la compagnie luttait pendant plusieurs mois contre ce plan, qui prévoyait dans ses clauses de dissoudre cette commission. La lutte fut remportée par le gouvernement, notamment parce que les « 13 » ne se solidariserent pas avec leurs camarades d'El Al. Les « 13 » n'ayant pas résisté à l'épreuve du feu, cela ce répercuta sur l'organisation, qui finit par se dissoudre. Néanmoins, l'exemple des « 13 » montre jusqu'à quel point le problème crucial pour les travailleurs israéliens demeure la nécessité d'être indépendants en tant que classe, en formant leurs propres organisations. L'absence de syndicats indépendants réduit la possibilité pour les salariés d'accumuler les expériences historiques nécessaires pour faire face à l'offensive gouvernementale. Le manque de traditions de luttes indépendantes et, en général, l'impossibilité organique de réaliser une solidarité au sein de la classe travailleuse, constituent le talon d'Achille de la résistance ouvrière. C'est ce qui explique que l'accord de blocage des salaires et des prix n'ait pas été contesté de manière déterminée et organisée, même si on sent au sein de la classe ouvrière un mécontentement croissant contre le programme d'austérité de la bourgeoisie.

Si, d'un point de vue syndical, la situation de la classe ouvrière israélienne est critique, il est évident que du point de vue politique la situation est encore pire. La classe ouvrière continue d'être amarrée aux grands partis de la bourgeoisie sioniste. Cela l'a conduite à une impasse et à une incompréhension fondamentale de ses intérêts de classe. Nous ne devons pas oublier que la classe ouvrière juive, qui représente la majorité de la classe ouvrière israélienne, a été formée dans le processus même de la colonisation sioniste et qu'elle est inéluctablement partie prenante de cette dernière. C'est ce qui l'amène à confondre ses intérêts propres avec ceux de l'Etat sioniste.

Même si tout ce que nous venons de développer insiste sur la tendance naturelle de la lutte ouvrière à être une lutte défensive, cela ne signifie pas pour autant que ce combat est perdu d'avance. ■

Meir WEKSLER,  
Tel Aviv, décembre 1984.

## Un résultat électoral qui satisfait Washington

**L**ES élections qui se sont déroulées à Grenade, le 3 décembre 1984 ont donné un résultat satisfaisant pour l'administration Reagan. Le Nouveau parti national (NNP) d'Herbert Blaize a obtenu 23 984 voix (59 % des suffrages) et a remporté 14 des 15 sièges au Parlement. Le Parti travailliste unifié de Grenade (GULP), qui est toujours sous le contrôle étroit de l'ancien dictateur Eric Gairy, avec 14 677 voix (39 % des suffrages) a remporté un siège. Le Mouvement patriotique Maurice Bishop (MBPM), bien qu'il ait connu un renforcement de son audience vers la fin de la campagne électorale, n'a remporté aucun siège et n'a obtenu que 2 022 voix (5 % des suffrages exprimés dans les 13 circonscriptions où il s'est présenté (1). Après l'annonce des résultats, Ronald Reagan a déclaré que c'était « la première fois qu'un gouvernement marxiste-léniniste avait été remplacé par un gouvernement qui tirait son autorité d'élections libres ».

Pour obtenir le résultat désiré le gouvernement américain n'avait rien laissé au hasard. La consultation eut lieu en présence de 300 soldats américains, toujours là un an après l'inva-

Steve ROBERTS

L'impérialisme américain n'a pas lésiné sur les moyens matériels afin d'assurer la victoire du NNP. L'Institut républicain national des affaires étrangères, organisme lié au Parti républicain aux Etats-Unis, envoya 20 000 dollars (190 000 francs) à une organisation qui s'appelle le Groupe de conscientisation civique de Grenade. Cet argent fut utilisé pour imprimer des brochures, des autocollants, des affiches et d'autre matériel de propagande dans le but d'assurer une large participation aux élections, le souci principal du NNP étant qu'il y aurait un taux d'abstention élevé. Une autre organisation américaine, l'Institut pour le syndicalisme libre, qui est soutenue par l'AFL-CIO (confédération syndicale très droitiste), donna plus que 80 000 dollars (760 000 francs) à ce qu'elle appelait « le mouvement syndical central » à Grenade, afin d'« encourager le débat sur l'avenir du pays ». L'argent fut envoyé par le biais de l'Institut américain pour le développement syndical (AIFLD), organisation qui est largement perçue comme une couverture pour les interventions de l'Agence centrale de renseignements (CIA) dans le mouvement syndical international. Le NNP reçut une aide encore plus directe de la part de Morton C. Blackwell, ancien membre de l'équipe responsable des campagnes électorales de Reagan et « expert » dans la mobilisation du vote des jeunes. Blackwell mit en place une « équipe financée par des sources privées » pour aider le nouveau parti.

Le NNP fut créé en août 1984 par la fusion entre le Mouvement démocratique grenadien de Francis Alexis, le Parti

democratique de George Brizan, et le Parti national grenadien de Blaize. Autre composante de la nouvelle organisation, le Parti travailliste démocrate-chrétien de Winston Whyte, scissionna peu après et obtint aux élections le score dérisoire de 105 voix. Parmi les dirigeants du nouveau parti, Alexis s'était fait tristement connaître en proposant ses services aux Américains comme Premier ministre, 24 heures après l'invasion. A cette époque, il était lié à un regroupement opposé au gouvernement de Bishop basé en Barbade, et qui avait des liens étroits aux Etats-Unis. Quant à Brizan, il avait participé à l'Alliance populaire, regroupement oppositionnel qui comprenait aussi le New Jewel Movement (NJM, parti qui a dirigé la



Une partie de la foule lors du meeting du MBPM, le 19 octobre 1984. (DR)

processus révolutionnaire de 1979 à 1983) aux élections de 1976. Il avait ensuite collaboré avec le Gouvernement révolutionnaire provisoire après la révolution de mars 1979, mais soutint l'invasion américaine et se prononce aujourd'hui pour le maintien des troupes US à Grenade.

Le parti de Blaize constitua, dans les années 1950 et 1960, l'opposition principale à Gairy. La dernière fois où il forma un gouvernement, ce fut en 1967. A cette époque, il représentait les

1. Pour le contexte de ces élections et l'attitude du MBPM, voir l'article de Laurent Beaulieu et l'interview de Kendrick Radix dans *Inprecor* numéro 184 du 19 novembre 1984.

intérêts de la vieille « plantocratie » (propriétaires de plantations) et des secteurs de la bourgeoisie d'affaires opposés à Gairy. C'est essentiellement cette dernière catégorie que représente la coalition qu'il dirige aujourd'hui, le poids des propriétaires fonciers ayant beaucoup diminué depuis. Le gouvernement qu'il a constitué est à l'image de ceux qui sont au pouvoir dans la plupart des autres pays des Antilles orientales, comme l'a laissé prévoir la présence de trois représentants de ces gouvernements au moment de la création du parti, Tom Adams de Barbade, James Mitchell de St. Vincent, et John Compton de Ste. Lucie. Tous les trois étaient décidés à s'assurer que Gairy ne réussisse pas sa rentrée politique et ne reprenne pas la direction du gouvernement, car ils étaient convaincus que sa gestion du pays avant 1979 avait largement facilité la prise du pouvoir par le NJM.

Pour des raisons analogues, Gairy dut faire face à l'opposition des autorités américaines elles-mêmes, qui laissèrent comprendre que si l'ancien dictateur remportait les élections, un projet d'aide d'une valeur de 57 millions de dollars serait suspendu. Un capitaliste américain qui avait déjà commencé ses activités sur l'île menaçait même de fermer son entreprise. Tout cela se passa malgré les louanges prodiguées au gouvernement américain par Gairy et malgré sa promesse de donner le nom « Ronald Reagan » au nouvel aéroport international. Mais Gairy alla trop loin en prétendant que Reagan lui-même avait appelé les Grenadiens à voter pour son parti, ce qui provoqua un démenti immédiat et indigné de la part des représentants US dans l'île. Maintenant, Gairy a fait démissionner le seul député de son parti et risque de se présenter en personne à l'élection partielle qui soit s'ensuire.

Apparemment, le MBPM espérait gagner plus de voix que les 5 % qu'il obtint. Il protesta contre le fait que les listes électorales furent closes avant qu'ils eussent décidé leur participation au scrutin, et leur demande de réouverture des listes fut rejetée. De nombreux partisans du MBPM furent donc effectivement exclus du scrutin, auquel ne participèrent finalement que 48 000 des 110 000 habitants de l'île, soit 15 000 de moins que lors des dernières élections en 1976. Cependant, on ne peut pas expliquer le mauvais résultat du MBPM uniquement par les magouilles électorales des impérialistes US et de leurs fantoches locaux. L'explication fondamentale se trouve dans le renversement sanglant et désastreux du Gouvernement révolutionnaire provisoire lors du coup d'Etat militaire de Bernard Coard. C'est ce coup d'Etat qui entraîna l'exécution de Maurice Bishop et de ses principaux partisans au sein du NJM et la répression meurtrière contre l'insurrection de masse provoquée par le coup, ce qui ouvrit les portes à l'invasion US de l'île. D'après les partisans du MBPM, l'attitude de la masse de la population par rapport à Coard et à son groupe se caractérisa par une haine sans bornes. C'est dans ce cadre qu'il faut considérer l'approbation par la

majorité de Grenadiens de l'invasion, qu'ils vécurent comme une libération de la violente répression menée par le Conseil militaire révolutionnaire de Coard.

Les nouvelles autorités veulent se servir du prochain procès de Coard pour essayer de discréditer tous les anciens membres du NJM. C'est pourquoi certains partisans du MBPM ont exigé que les « coar-distes » soient jugés devant un tribunal populaire du peuple grenadien. Le procès a déjà été reporté, et Blaize a annoncé que son nouveau gouvernement réprimera la gauche grenadienne. Le rôle du procès pourrait donc être de justifier cette répression. Néanmoins, les voix obtenues par le MBPM montrent que les acquis de la révolution demeurent une réalité pour une avant-garde à Grenade, même si elle est très minoritaire. Cela s'était déjà vérifié lors du meeting organisé à l'occasion du premier anniversaire de l'assassinat de Bishop, le 19 octobre 1984, qui connut une importante participation, et lors du rassemblement électoral du 18 novembre 1984, auquel assistèrent 2 000 personnes, selon les organisateurs.

Nombre d'anciens partisans de Bishop ont voté pour le NNP pour empêcher que Gairy ne revienne au pouvoir. Etant donné tous les obstacles dressés devant eux et face au souvenir amer du coup d'Etat de Coard qui avait provoqué l'effondrement de la révolution, de l'intérieur, il est significatif qu'autant de Grenadiens aient exprimé leur soutien à la plate-forme du MBPM. D'ailleurs, ce soutien ne se limite pas à mettre une croix sur un bulletin de vote. La résistance active de la part des syndicalistes aux tentatives de liquider les acquis sociaux de la révolution constituent un obstacle supplémentaire à la réalisation du programme de « normalisation » de Blaize. Mais personne ne se fait d'illusions sur le fait que le processus de reconstruction d'un mouvement révolutionnaire à Grenade sera long et difficile.

La défaite de la révolution et le rétablissement de l'ordre social bourgeois représente aussi un revers grave pour les mouvements révolutionnaires dans toute la région. Cependant, les réactions à cette défaite, de la part de certains représentants de ces mouvements, sont apparues comme étant en contradiction avec le programme et la trajectoire des partisans de Maurice Bishop à Grenade. L'année 1984 a vu plusieurs conférences régionales se tenir, dont le but était de tirer un bilan de la révolution et de sa défaite (2).

La première de ces conférences se tint sur l'île de Marie-Galante, dans les Antilles françaises. Parmi les participants, il y avait le Mouvement de libération caraïbe d'Antigua, le Parti travailliste unifié de Dominique, ainsi que plusieurs organisations des pays francophones de la Caraïbe, parmi lesquelles le Groupe révolution socialiste, section antillaise de la IVe Internationale. George Louison, ancien dirigeant du NJM, assista également à cette rencontre. Cette réunion, organisée afin de commémorer la vie et l'action de Maurice Bishop, adopta une déclaration comprenant une dénonciation de

Coard et de sa fraction et approuvant la position de Cuba pendant la crise, position résumée par la déclaration de Fidel Castro faite le lendemain de l'invasion (3).

Une attitude inverse caractérisa la conférence organisée en mars 1984 à Georgetown, en Guyane, sous l'égide de Cheddi Jagan, dirigeant historique du Parti populaire progressiste de ce pays. Cette réunion rassembla des représentants des mouvements « révolutionnaires et communistes » de la région, parmi lesquels le Parti communiste cubain, les partis communistes de Guadeloupe et de Martinique, le Parti ouvrier de la Jamaïque (WPJ), le Mouvement ouvrier révolutionnaire de Ste. Lucie, le Mouvement de libération dominicain de la Dominique, le Mouvement populaire uni de St. Vincent, le Mouvement du 18 février et le Mouvement populaire du peuple de Trinidad et le Mouvement de libération nationale de la Barbade. D'après le compte-rendu de cette conférence publié dans le numéro d'octobre 1984 d'*Antilla*, revue de gauche publiée à la Martinique, tous les partis présents provenant des pays de la Caraïbe anglophone exprimèrent leur soutien au Conseil militaire révolutionnaire de Coard. Selon la même source, Trevor Munroe, principal dirigeant du WPJ et proche collaborateur de Coard pendant les derniers jours de la révolution grenadienne, lancèrent l'accusation selon laquelle le Parti communiste cubain avait ouvert la porte à l'invasion US en critiquant le coup d'Etat de Coard et Austin (4).

En juin 1984, le Parti communiste cubain organisa une rencontre qui rassemblait presque tous les groupes qui avaient été représentés à ces deux conférences avec, en plus, la participation du FSLN du Nicaragua, du FMLN du Salvador, du Parti unifié des communistes haïtien, du Parti ouvrier de Guyane, du Parti de l'avant-garde nationaliste et socialiste des Bahamas, et d'une délégation de représentants de plusieurs organisations de gauche de la République dominicaine. Toujours d'après le compte-rendu publié par *Antilla*, le communiqué final de cette « première réunion consultative des organisations anti-impérialistes de la Caraïbe et de l'Amérique centrale » montre qu'il y a eu un accord pour dénoncer la politique interventionniste de Washington et pour appeler à l'unité la plus large possible. Le texte officiel publié après la réunion a aussi confirmé la haute estime pour Maurice Bishop entretenue par la plupart des organisations présentes. « Mais, a signalé la revue, cette unanimité apparente ne pouvait pas masquer les divergences profondes qui s'étaient manifestées par le

2. Pour le bilan tiré par le Secrétariat unifié de la IVe Internationale, voir la résolution publiée dans *Inprecor* numéro 175 du 11 juin 1984.

3. Cf. *Inprecor* numéro 161 du 21 novembre 1983.

4. La position du WPJ sur les événements à Grenade se trouve dans le document publié dans *Inprecor* numéro 169 du 19 mars 1984.



Les dirigeants du MBPM écoutent l'hymne national au début du meeting du 19 octobre 1984. (DR)

passé. Donc, quand Trevor Munroe, secrétaire général du WPJ, a profité de l'occasion pour relancer l'accusation de "petit bourgeois" à l'encontre de Maurice Bishop, ses attaques provoquèrent une réaction de colère qu'on peut facilement comprendre de la part de plusieurs participants, et notamment de Kendrick Radix. »

Munroe développa cette même ligne, qui se base sur l'hypothèse d'une lutte des classes à l'intérieur du NJM, au cours d'une série de meetings tenus depuis la défaite de la révolution. Il accusa notamment Bishop d'avoir fait preuve de mollesse, et cela parce que le dirigeant grenadien se serait apparemment opposé à la décision du Gouvernement révolutionnaire provisoire de fermer le journal bourgeois *Torchlight*. Dans le même genre, d'autres propos critiques à l'encontre de Bishop déclarèrent que sa proposition d'accélérer les travaux de la Commission constitutionnelle créée par le gouvernement révolutionnaire, et donc d'avancer la date des élections à Grenade, était un symptôme d'« opportunisme de droite » et de capitulation devant la pression de la bourgeoisie.

Les partisans de Bishop rejetèrent fermement ces accusations d'« opportunisme ». A cette conférence de la Havane, Kendrick Radix déclara : « *Munroe parle d'une lutte des classes (pour justifier la bataille au sein du NJM, ndlr.), mais il faut se demander quelle classe profite de cette folie. Qui a bénéficié des actions entreprises par des types tellement enivrés d'idéologie, tellement constipés par l'idéologie qu'ils n'étaient même pas capables de voir que la conséquence en serait la destruction de notre révolution.* »

Pourtant, les partisans de Bishop sont eux aussi critiqués par rapport aux erreurs collectives faites pendant la période de la révolution. Par exemple, George Louison pose le problème dans les termes suivants, dans la revue américaine *National Geographic* : « *Si nous étions allés devant les masses avec nos divergences internes, cela aurait nui à notre image et à notre crédibilité.* »

bilité. Bien sûr, nous avons tort là-dessus. (...) (Mais) les élections ne donnent pas de garantie de gouvernement ouvert. On y va et on s'engage dans la corruption et les calomnies. Des élections génèrent le tribalisme politique et la violence. »

De telles déclarations de la part de partisans de Bishop s'insèrent dans un débat plus général. Celui-ci ne part pas seulement du bilan de la défaite de la révolution grenadienne, mais aussi de l'expérience positive du Nicaragua. Les sandinistes ont surtout démontré que le pluralisme politique n'est pas contradictoire avec le développement d'organisations de masse ou d'organes de pouvoir populaire. Au contraire, le processus électoral au Nicaragua a renforcé la démocratie ouvrière dans la mesure où il a été extrêmement éducatif. Ces considérations étaient peut-être encore plus applicables à Grenade, étant donné le niveau plus bas de mobilisation des masses avant la révolution de mars 1979. Il en va de même pour ce qui concerne la liberté de la presse. Le type de débat engagé entre *la Prensa*, le journal bourgeois au Nicaragua, et la presse pro-sandiniste, a également contribué à la politisation et à l'éducation des masses plutôt qu'à la retarder. La façon dont le FSLN a traité cette question est à mettre en opposition avec la décision du NJM de fermer *Torchlight*.

L'encouragement du pluralisme en dehors du parti est évidemment lié à la question de la démocratie interne. L'absence de normes de fonctionnement démocratique au sein du NJM a été fortement soulignée par Don Rojas, ancien secrétaire de presse de Maurice Bishop, dans une interview parue dans le numéro d'*Antilla* déjà cité. En réponse à une question sur l'état des rapports au sein du parti et sur la manière dont Coard avait conquis sa position dominante, Rojas déclara : « *Les rapports entre la direction et la base du parti se réduisaient pour l'essentiel à des rapports entre des dirigeants et des dirigés. La direction donnait des directives qui étaient appliquées par les militants sans débat ni contestation. La base n'était pas capable de faire pression sur la direction à*

cause de l'absence de structures de démocratie interne dans le parti, qui auraient pu permettre un dialogue démocratique du sommet jusqu'à la base. Quant au comité central, il est resté tel qu'il était avant la révolution. Pour beaucoup d'entre nous, cette absence d'un congrès constitua une erreur fondamentale. L'autorité du parti ne fut jamais établie. Le comité central devint l'autorité suprême. Mais il n'était pas responsable devant la base. Il en était coupé. En fait, le fonctionnement des organisations de masse était plus démocratique que celui du parti. Dans ce contexte, on peut comprendre le poids de la fraction de Bernard Coard. Elle constituait la majorité du comité central élu avant la révolution et qui ne fut pas modifié par la suite. »

Il est vrai que ces jugements ont été émis par des partisans de Bishop à la lumière de l'expérience. On trouve très peu d'exemples de ce type de débats dans les compte-rendus des réunions du comité central du NJM au cours de la révolution. Néanmoins, ce fut dans la nécessité de renouveler les liens entre la direction et les masses que Bishop vit la précondition pour résoudre les problèmes rencontrés par la révolution durant sa quatrième année. C'est contre cette perspective que les partisans de Coard développèrent leur propre modèle du parti, basé sur l'efficacité administrative, avec comme colonne vertébrale les jeunes officiers de l'état-major de l'Armée révolutionnaire du peuple.

La sensibilité de Bishop quant à la nécessité du contact permanent avec les masses ne constituait nullement un symptôme de faiblesse face à l'impérialisme. Au contraire, si les liens entre les masses et le gouvernement sont étroits et si les masses ont conscience que la révolution leur a apporté un développement massif des droits démocratiques dans toutes les sphères, la probabilité que ces masses défendent la révolution sera plus grande. Plus un gouvernement impose son autorité aux masses, comme l'a fait le Conseil militaire révolutionnaire de Coard après le renversement de Maurice Bishop, plus facile sera le renversement d'un tel régime par l'impérialisme. C'est précisément à cause de l'effondrement de la démocratie ouvrière à Grenade que les impérialistes ont été capables de renverser ce gouvernement « marxiste-léniniste », pour reprendre l'expression de Reagan.

A Grenade, les défenseurs de la tradition de Bishop, les défenseurs de la mémoire du plus grand révolutionnaire noir qu'ait produit la Caraïbe depuis l'abolition de l'esclavage, sont maintenant confrontés à une nouvelle période de répression et de harcèlement de la part du gouvernement de Blaize. Aujourd'hui, l'assimilation des leçons que nous apprend la révolution grenadienne va de pair avec la défense acharnée des droits démocratiques de tout le peuple grenadien, aussi bien qu'avec le soutien à la lutte engagée par le MBPM. ■

Steve ROBERTS,  
7 janvier 1985.

# Après la victoire électorale du Parti Colorado

**L**A victoire du parti bourgeois Colorado aux élections générales du 24 novembre dernier, après plus de dix ans de dictature militaire, a donné lieu à un concert d'interprétations où perce parfois la déception. Certains voient dans cette victoire la preuve qu'au fond, le peuple est plus modéré et conservateur qu'il n'y paraissait à travers les manifestations et les initiatives de rue. D'autres invoquent plus platement le charisme personnel de Julio Sanguinetti, le dirigeant des Colorados, élu à la présidence de la République avec 38 % des suffrages, contre 33 % pour le candidat de l'autre parti bourgeois, le Parti National ou Parti Blanco.

Daniel JEBRAC

Face à l'usure de la dictature militaire, trois perspectives différentes étaient en présence lors des élections de novembre dernier. La première, celle des militaires eux-mêmes, était celle de l'institutionnalisation de la dictature déjà envisagée par le projet de Constitution de 1980 et rejeté lors d'un plébiscite qui avait infligé un premier échec public aux militaires. La seconde était celle des partis bourgeois traditionnels, Colorado et Blanco, qui voulaient assurer la relève d'une dictature usée et discréditée par un régime parlementaire autoritaire, mais sans effectuer de rupture radicale de la continuité des institutions répressives et de la législation d'exception. La troisième voie était celle de la lutte intransigeante pour les revendications démocratiques, concentrée dans l'exigence d'élections libres, sans aucune restriction, sans exilés, prisonniers politiques ni proscrits (1).

Les négociations entre les militaires et les partis traditionnels avaient échoué en 1983, mais elles aboutirent en 1984. Devant la montée et la radicalisation du mouvement de masse, les militaires se sont en effet résignés à accepter comme un moindre mal le projet des partis traditionnels, celui d'une retraite préventive de l'armée dans ses casernes et d'une mutation graduelle de la dictature, afin d'éviter une explosion sociale et une véritable « rupture démocratique » avec le régime répressif adossée à la mobilisation populaire. C'est le sens des accords dits du Club naval, qui arrêterent, en août 1984, les modalités du scénario électoral.

## DE L'ACCORD DU CLUB NAVAL A LA CONCERTATION NATIONALE PROGRAMMATIQUE

Jusqu'au début de l'année 1984, le projet du Parti Blanco coïncidait pour l'essentiel avec celui du Parti Colorado. Son « tournant gauche » et nationaliste,

exprimé par le refus de signer les accords du Club naval, visait en fait à obtenir une meilleure répartition des positions au sein même de la bourgeoisie à la veille des élections. Il s'agissait aussi de disputer au mouvement populaire la direction de la lutte antidictatoriale pour mieux s'en approprier tout le prestige par la suite.

Plus profondément, le front antidictatorial, large et unitaire, qui s'était dessiné au fil de l'année 1983, commença à se diviser au fur et à mesure qu'émergeait plus nettement en son sein un pôle de classe. Celui-ci se manifesta avec le rassemblement de novembre 1983, puis avec la grève générale du 18 janvier 1984, organisée par le Plénum intersyndical des travailleurs (PIT), et enfin avec la manifestation du 1er mai 1984, où les représentants des partis bourgeois furent exclus de la tribune officielle. Dès lors, la bourgeoisie d'opposition joua à fond sur l'argument du chantage à la guerre civile pour valoriser sa solution de transition vers un régime civil comme étant la seule réaliste. Pourtant l'alternative véritable ne passait pas entre une transition réaliste et négociée ou le chaos. Elle se situait plutôt entre, d'un côté, la perspective d'une passation des pouvoirs contrôlée, avec des libertés tronquées et une retraite ordonnée des forces répressives et, de l'autre, celle d'une rupture démocratique appuyée sur la mobilisation populaire.

C'est pourquoi les accords du Club naval, qui écartaient la deuxième solution, représentent une clef décisive pour la compréhension des résultats électoraux. Dans les faits, ces accords constituaient une acceptation des thèses des Colorados et de leur projet :

- en freinant la polarisation et la radicalisation sociales ;

- en divisant le front antidictatorial, avec le refus du Parti Blanco de signer les accords et leur rejet par une composition significative du Frente Amplio ;

- en modifiant le rapport des forces au profit des éléments bourgeois et modérés.

Le résultat électoral pose deux questions décisives : pourquoi les Colorados ont-ils gagné ? La campagne de la gauche, regroupée au sein du Frente Amplio (Front large) a-t-elle été correcte et efficace du point de vue des intérêts populaires ?

Ces deux questions méritent des réponses allant au-delà des superficialités d'usage, car elles n'engagent pas seulement le passé, l'épisode électoral, mais aussi l'avenir, c'est-à-dire ce qui va se passer avec la formation du nouveau gouvernement en mars prochain. Et ce, d'autant plus que le nouveau président a fait des appels à la formation d'« un grand gouvernement d'entente nationale ».

A ces accords du Club naval s'ajoutait l'expectative créée à propos de la Concertation nationale programmatique (CONAPRO), sensée compléter l'accord politique sur le terrain social. La lutte revendicative était ainsi sacrifiée aux péripéties de cette grande négociation. Et, pour éviter tout élément perturbateur dans la période électoral, le congrès du PIT, initialement annoncé pour septembre, était reporté à après les élections ...

Toute la démarche des accords et sa logique faisaient donc le jeu des Colorados. Leur projet ayant commencé à s'appliquer dès avant les élections, il devenait logique qu'ils apparaissent comme les mieux à même de le mener à terme.

## LES RÉSULTATS ÉLECTORAUX ET LES PERSPECTIVES DE SANGUINETTI

Pourtant, par delà les dédales d'un système électoral particulièrement sophistiqué et complexe, les résultats révèlent des données intéressantes cachées derrière la victoire de Sanguinetti. Ainsi, la somme des suffrages recueillis par le Frente Amplio et la majorité du Parti Blanco, tous deux favorables à une amnistie générale et à un rétablissement sans restriction des libertés démocratiques, l'emporte sur le résultat du Parti Colorado. Ce seul fait prouve qu'il existait des réserves de mobilisation pour les revendications démocratiques radicales et une profonde aspiration qui ne peut être satisfaite par la seule voie électoral. De plus, le Parti Colorado ne dispose que de 13 sièges au Sénat contre 17 pour le FA et le Parti Blanco. A la Chambre des députés, le Parti Colorado dispose de 41 élus, les Blancos de 35 et le FA de 22 (2).

Les élections du 24 novembre n'en marquent pas moins un tournant impor-

1. Cf. *Inprecor* numéro 184 du 19 novembre 1984.

2. *Weekly Report, Latin American Newsletters*, Londres, 7 décembre 1984.

tant dans la situation et l'ouverture d'une ère nouvelle. La dictature quitte la scène, mais une partie importante de son héritage (forces répressives et législation restrictive) demeure. Il n'y a cependant pas simple continuité, mais un changement effectif, qui est avant tout un résultat de la mobilisation populaire. L'élément de continuité repose essentiellement sur le soutien apporté au régime, hier comme aujourd'hui, et malgré ce changement, par le capital financier impérialiste et ses associés locaux. Sanguinetti a été fêté en bonne et due forme par l'Association des banques et son gouvernement sera conforme et docile aux exigences du Fonds monétaire international (FMI). Il faut donc s'attendre à la mise en œuvre de plans anti-ouvriers et se préparer à défendre les revendications populaires contre ce gouvernement. Ceci exclut donc, du point de vue de la défense des intérêts des masses ouvrières et populaires, toute hypothèse de soutien critique ou, a fortiori, de coalition avec la majorité Colorado dans un gouvernement d'union nationale.

Sanguinetti, de son côté, a d'ailleurs été clair. Avancé dès son élection la

perspective d'une coalition d'unité nationale pour consolider la reconquête de la démocratie, il mettait comme condition minimale à une telle unité la mise en œuvre des mesures financières essentielles, d'initiatives pour la réactivation économique, et de mesures garantissant le fonctionnement régulier des institutions. Dans une interview accordée le 18 décembre dernier à *l'Unità*, le quotidien du Parti communiste italien, Sanguinetti mettait clairement les points sur les « i », à propos des trois questions cruciales de l'amnistie, des mesures économiques et des rapports avec les forces armées.

Sur l'amnistie, il déclarait : « Nous avons dit que l'Uruguay doit entreprendre un programme de pacification nationale, lequel suppose une loi d'amnistie. Cette loi doit concerner tous ceux qui ont été emprisonnés après 1973 pour des motifs exclusivement politiques. (...) En outre, tous les exilés doivent pouvoir rentrer au pays dans des conditions de garantie et de compréhension. Mais, à mon avis, une loi ne peut inclure ceux qui ont appartenu aux organisations de guérilla et ont tenté de détruire par la violence les insti-

*Manifestation pour l'amnistie en Uruguay. (DR)*



tutions démocratiques avant 1973, du moins ceux qui sont impliqués dans des délits de sang. Pour ceux-là, on peut parler d'un acte de générosité de la société, qui peut conduire à un pardon, mais pas à un acte d'oubli. »

Sur les mesures économiques à prendre par le futur gouvernement civil, Sanguinetti exclut le refus du paiement de la dette extérieure, et même toute idée de moratoire. Il s'oppose aussi à des mesures d'atteinte à la propriété privée, et il affirme : « Quant à la dette extérieure, on ne peut ni l'ignorer ni la refuser. »

Enfin, concernant les forces armées, Sanguinetti adopte un langage technocratique pour préciser : « Nous devons tendre à une réforme qualitative et quantitative des forces armées. Ces dernières sont passées ces dernières années de 35 000 à 68 000 hommes, une croissance qui ne peut être abolie par un acte brusque sous peine de jeter au chômage et à la rue 30 000 jeunes aujourd'hui sous l'uniforme. (...) Nous devons en tenir compte et rétablir le mécanisme de subordination de la structure militaire au pouvoir politique. »

La clarté d'un tel projet laisse peu de place à l'entrée du Parti Blanco ou du Frente Amplio dans un gouvernement d'union nationale, quels que soient les désirs de certains de leurs dirigeants. Sanguinetti, qui l'a compris, envisage d'ailleurs la formation d'un gouvernement Colorado homogène, avec la mise en place parallèle d'un organisme de concertation permanent par lequel passerait l'« union nationale ». Le but d'un tel organisme serait de continuer à neutraliser le mouvement populaire, comme l'a fait la Concertation nationale programmatique avant les élections.

Dans cette situation, le danger qui guette le Frente Amplio, c'est de tomber de l'illusion électorale dans le crétinisme parlementaire. Pourtant, son propre score électoral amélioré et consolide le résultat obtenu en 1971 avant le coup d'Etat militaire de 1973, les suffrages du FA passant de 304 000 à 410 000, atteignant, seulement à Montevideo, l'équivalent du résultat total de 1971, et doublant son score en province. Ce succès liquide le bipartisme bourgeois dans un contexte où la légitimité acquise par le futur gouvernement Colorado est loin d'être unanimement établie et où la crise économique maintient à l'ordre du jour la possibilité d'une épreuve de force sociale.

La première question brûlante et non résolue au lendemain des élections reste celle de l'amnistie et des libertés démocratiques. La présence de 200 000 manifestants dans la rue le 24 décembre, pour réclamer l'amnistie totale, illustre la vitalité de la mobilisation démocratique. Cela indique la possibilité d'une reprise du fil de la lutte après le coup de frein donné par les accords du Club naval, pour parvenir à arracher au futur gouvernement ce qu'il n'est nullement prêt à concéder de son plein gré. ■

Daniel JEBRAC,  
8 janvier 1985.

## Les militaires partent mais la lutte continue

Le 25 novembre dernier, après treize longues années, ont eu lieu des élections nationales. Au vu du résultat, il serait facile et commode d'affirmer que celui-ci reflète seulement le conservatisme du peuple uruguayen, que l'issue électorale n'a rien été d'autre qu'une simple manœuvre de la dictature et de la bourgeoisie, que les masses l'ont avalée sans broncher, et que rien n'a changé dans le pays ...

Il serait pourtant bon de commencer par clarifier quelque chose : nous, qui avons participé à la lutte populaire tout au long de cette décade infâme, nous savons que les militaires ne se sont pas « fatigués » de gouverner au point de décider de leur plein gré de se retirer. Ils s'en vont parce que les travailleurs et le peuple ont rendu ce pays ingouvernable pour la dictature. Ces élections ont été, grâce à la mobilisation du mouvement ouvrier et populaire, un droit récupéré par l'ensemble de la société. Elles n'ont pas été octroyées par la dictature.

Cependant, nous sommes arrivés au 25 novembre avec des proscrits, des prisonniers politiques, des exilés, et avec le procès honteux contre Ferreira Aldunate. Nous sommes parvenus à des élections qui, dans leur forme restrictive, tournent le dos à une bonne part des revendications populaires. Nous ne pouvons le nier : la sortie électorale de la dictature précède la sortie démocratique, qui impliquerait la défaite de l'autoritarisme militaire. C'est pourquoi nous refusons tout bilan triomphaliste et paralysant et affirmons catégoriquement que la lutte démocratique n'est pas terminée.

### LA VICTOIRE DES COLORADOS : LES EFFETS DU PACTE ET DE LA CONCERTATION SOCIALE

Il serait faux de conclure que l'immense majorité de ceux qui ont voté pour Sanguinetti l'ont fait par souci de la continuité, et de considérer comme négligeable les effets négatifs qu'ont eu pour les masses les accords du Club naval et la concertation sociale.

Le régime était acculé (ce qui ne veut pas dire qu'il allait tomber d'un jour à l'autre). Son modèle autoritaire était épuisé et il était rejeté par la quasi unanimité de la population. Sans aucun doute, les accords du Club naval lui ont permis d'échapper à l'alternative politique réelle : dictature contre mouvement populaire, autoritarisme ou démocratie ? Mais il y a plus. Non seulement ces accords ont divisé le front d'opposition et les secteurs les plus conséquents de la lutte contre la dictature, mais ils ont de plus ouvert la voie à la stratégie la plus régressive, celle qui n'a cessé de chercher un règlement « honorable » avec le régime et a tenté par tous les moyens de saboter la mobilisation populaire. Ces accords ont renforcé la thèse du « gradualisme », de la « transition pacifique et sans traumatisme ». Ils ont présenté le Parti Colorado à l'opinion publique comme le parti responsable et cohérent, le garant du retrait des militaires. On perdait ainsi sur la table des négociations une bonne partie de ce qui avait été conquis dans la lutte de tous les jours.

La Concertation est venue compléter, sur le terrain social ce que les accords du Club naval avaient entrepris sur le plan politique. Les réunions de la Concertation nationale programmatique (CONAPRO) sont devenues les grandes vedettes de la vie nationale. Elles se succédaient, faisaient croître l'expectative. Les déclarations se multipliaient, qui alimentaient les illusions. Pourtant, sur les questions décisives, il n'y avait pas accord. Le pacte n'a pas été conclu, non pas en raison de la mauvaise volonté des Colorados et des patrons, mais parce qu'il est tout simplement impossible de concilier les intérêts des exploités et des exploités, (...) parce qu'en définitive, il est impossible de concilier les aspirations démocratiques du peuple et les intérêts de ceux qui sont opposés à une amnistie générale et sans restrictions, et qui ont eu l'aplomb d'aller jusqu'à affirmer qu'ils étaient disposés à appliquer les mécanismes répressifs contenus

dans le décret 19 ! (pièce maîtresse du dispositif répressif de la dictature, ndlr.)

Le résultat électoral ne peut nous conduire à une position défaitiste sous-estimant les progrès effectués jusqu'à ce jour. Une nouvelle période s'ouvre pour la lutte ouvrière et populaire. Et il ne faut pas oublier que la majorité du peuple a voté contre l'autoritarisme, pour une démocratie sans tutelle, pour des changements économiques et sociaux. Mais nous ne pouvons pas davantage ignorer que la victoire électorale des Colorados a largement bénéficié de la démobilisation sociale et d'un affrontement, aussi absurde que stérile, entre les forces politiques les plus dynamiques de l'opposition au régime militaire. Cela est dû en premier lieu aux accords du Club naval et à la concertation nationale. C'est à partir de cette réalité que tous les partisans du Frente Amplio doivent assumer leur part de responsabilité dans les événements historiques que nous vivons.

### LE FRENTE AMPLIO DEVANT LA NOUVELLE ETAPE

S'en tenir à un bilan arithmétique du résultat électoral serait aussi faux que dangereux. Personne ne nie que le Frente Amplio (FA) ait réalisé un progrès important sur le plan électoral, fondamentalement dans les zones ouvrières et populaires. Personne ne peut ignorer les années de persécution, de torture et de prison, ni les milliers de proscrits et d'exilés que compte le Front. Nous ne pouvons ignorer la virulente campagne anticommuniste ni les pressions en faveur du vote utile. Ce sont là des éléments à prendre en compte dans une analyse, mais non des justifications. En même temps, il faut considérer globalement le résultat du vote pour le Front et non seulement les résultats en faveur de chacune des composantes du Front. Bien sûr, la qualité et le sens des suffrages ne sont pas les mêmes. Qui peut nier que les dizaines de milliers de voix recueillies par la Gauche démocratique et indépendante (IDI) se sont portées sur un projet politique, pour la formation d'un parti de la révolution socialiste et contre les accords du Club naval ? Mais, bien qu'important, cela n'est pas encore l'essentiel. Il faut un bilan qui aille au-delà de la simple stratégie électorale et nous permette d'approfondir les raisons des succès et des échecs pour en tirer des conclusions et des perspectives.

Et il y a quelque chose de plus important encore. Le résultat électoral de 1971 comme celui du 25 novembre 1984, la vitalité du Frente Amplio comme instrument de l'unité ouvrière et populaire et comme expression des aspirations aux changements radicaux (...) confirment catégoriquement que la rupture du bipartisme bourgeois dans ce pays est un fait indiscutable et historique.

Par conséquent, deux chemins s'ouvrent dorénavant : soit le FA prend, avec les mouvements sociaux, la tête des luttes ouvrières et populaires sur la base d'une totale indépendance politique envers les partis traditionnels et le nouveau gouvernement, soit il devient un parti d'opposition supplémentaire, ligoté dans le cadre du parlementarisme bourgeois. Il lui faut une politique qui soit avant tout au service des exploités, sans aucune collaboration ou participation au gouvernement patronal et pro-impérialiste du Parti Colorado.

C'est pourquoi la tenue d'un congrès des comités de base du Front, démocratique et souverain, devient une nécessité urgente. Non seulement pour résoudre la question de la restructuration organisationnelle et la représentativité au sein de la direction du Front et pour tirer le bilan le plus précis possible. L'essentiel est ailleurs : le rôle du Front dans les luttes ouvrières et populaires, dans la lutte pour les revendications démocratiques, pour l'amnistie générale et sans restrictions et le démantèlement de l'appareil répressif, la lutte pour le salaire et la rupture avec le FMI, la lutte contre la loi d'éducation (qui supprime l'autonomie des écoles et des universités par rapport au pouvoir, ndlr.) et pour la réintégration immédiate de tous les travailleurs sanctionnés. Et, en particulier, pour l'abrogation du décret 19 et de tous les décrets répressifs de la dictature militaire. ■

Parti socialiste des travailleurs,  
Montevideo, 28 novembre 1984.

## Un régime en décomposition

Interview de Antonio Moreno, dirigeant du POR-U

**D**E mois en mois, de semaine en semaine, la Bolivie s'enfoncée dans la banqueroute : un taux d'inflation de 2 000 % par an, une production qui a reculé de 17 % l'an passé et des exportations en régression de 20 %, une dette insolvable de 5 milliards de dollars (près de 48 milliards de francs) pour un pays au bord de la faillite. Au-delà des chiffres, cette débâcle représente une réalité quotidienne tragique pour les travailleurs et les paysans en proie à la pénurie. A La Paz, la capitale bolivienne, on se met à trois ou quatre pour acheter une gousse d'ail. La viande manque dès les premières heures de la matinée, même pour ceux qui ont encore les moyens d'en acheter. La spéculation effrénée aggrave encore cette situation.

L'autorité de la coalition gouvernementale, l'Union démocratique populaire (UDP), composée du Parti communiste (PCB), du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) et du Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (MNRI) de Siles Suazo, est aussi en déroute. Pendant plusieurs semaines, les employés de banque ont refusé d'appliquer la dévaluation décidée par le gouvernement et ont continué à changer la monnaie aux taux antérieurs. Il a fallu un feu vert donné par la di-

« INPRECOR » : — Comment a été lancée la grève générale de novembre ?

Antonio MORENO : — La grève générale a été lancée en novembre par la COB contre l'annonce par Siles Suazo d'une série de mesures économiques dictées au gouvernement par le FMI, dans le but de récupérer les intérêts de la dette et de garantir le profit privé. Le gouvernement de l'UDP a aussitôt fait savoir qu'il rejetait le plan d'urgence élaboré et proposé par la COB, en prétextant que son application supposerait la formation d'un gouvernement commun, un « co-gouvernement » de l'UDP et de la COB.

La COB répliquait immédiatement à cette lettre du gouvernement en déclarant que son plan d'urgence constituait la seule réponse cohérente à l'approfondissement de la crise. La centrale syndicale avançait aussi que l'idée du co-gouvernement avait été rejetée en 1983 non par la COB mais par le gouvernement de l'UDP lui-même, lorsque la direction de la COB avait précisé qu'il s'agirait d'un co-gouvernement à majorité ouvrière, sur le modèle, en quelque sorte, de la « cogestion majoritaire » déjà en vigueur dans les mines (1).

Pourtant, devant l'imminence du train de mesures économiques gouvernementales et la gravité de la situation pour les salariés, et dans un souci de dialogue, la COB proposait de rédiger un cahier de revendications en 19 points, qui résumait les éléments prioritaires de son plan d'urgence (cf. encadré p. 18). Les questions des salaires, des prix et du ravitaillement étaient placées par cette plate-forme au centre des négociations. Ces 19 points

rection de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) pour que ces mêmes employés débloquent les salaires des militaires qui n'étaient plus payés. En novembre dernier enfin, le président Siles Suazo a été accusé par la droite d'opérations douteuses en rapport avec le trafic de drogue. Menacé de destitution par une majorité parlementaire de droite qui voulait obtenir des élections anticipées, il était acculé le dos au mur et ne trouvait d'autre réponse qu'une grève de la faim solitaire, dans une indifférence quasi générale. Finalement, le PCB et le MIR se retirèrent du gouvernement formé à la mi-janvier.

C'est dans ce contexte de décomposition du régime que deux événements importants ont marqué la fin du mois de novembre et le début du mois de décembre derniers : d'une part, la grève générale de la COB, lancée le 14 novembre et, d'autre part, l'annonce de la convocation d'élections générales anticipées pour le 16 juin 1985, soit un an plus tôt que prévu.

Pour éclairer ces événements, leur enchaînement, et la nouvelle situation ainsi créée, nous avons demandé à notre camarade Antonio Moreno, dirigeant du Parti ouvrier révolutionnaire unifié (POR-U), section bolivienne de la IVE Internationale, de nous faire part de ses premières réactions. ■

souignaient en outre la nécessité de discuter des effets de la spéculation et d'avancer des mesures dont l'application irait dans le sens du monopole du commerce extérieur, de la nationalisation totale du secteur bancaire, de la garantie d'un salaire minimum indexé sur le panier de la ménagère défini par la COB, de la garantie du ravitaillement en produits de première nécessité sous le contrôle de comités populaires, et d'un contrôle des prix en fonction des coûts de production réels.

Manifestation à Potosi (Bolivie), pour exiger la création d'un haut-fourneau pour le traitement du zinc. (DR)



— Quelle fut la réaction du gouvernement ?

— Le gouvernement accepta cette base de discussion, tandis que la COB lançait la grève générale sans attendre l'issue des négociations, et ce pour deux raisons. D'une part, du fait de la pression de secteurs de la classe ouvrière qui étaient par-

1. Sur la cogestion ouvrière majoritaire dans les mines, cf. *Inprecor* numéro 147 du 11 avril 1983 et 153 du 20 juin 1983.

tis en grève sectorielle sur leurs propres revendications ; la généralisation de la lutte permettait d'améliorer le rapport de force pour une négociation portant sur des questions vitales pour l'ensemble de la population. D'autre part, pour faire face à l'offensive de la droite, qui demandait la démission du président Siles Suazo et des élections anticipées dès 1985, et faisait planer la menace d'un coup d'Etat sanglant. Des militaires connus et haut placés firent même savoir au président de la République que certains généraux étaient directement impliqués dans les préparatifs d'un coup d'Etat, qui déboucherait sur des élections en 1985, après que le mouvement de masse et son avant-garde aient été écrasés par la répression.

Devant le refus du gouvernement de dénoncer publiquement ces préparatifs séditionnels, la COB prit ses responsabilités, en appelant à la mobilisation active et à la résistance contre l'éventualité d'un coup.

Depuis octobre 1982 en effet, la direction du syndicat était aux mains des partis membres de la coalition gouvernementale (principalement PC et MIR). Elle a mené pendant deux ans une politique de démobilisation et de frustration des aspirations du mouvement de masse, sous prétexte de déjouer les provocations de la droite et de ne pas offrir d'occasions aux « golpistes ». Mais lors du 6e congrès de la COB, qui s'est tenu à Cochabamba en septembre 1984, il y eut une modification de la direction, avec la victoire de la liste de la Direction révolutionnaire unifiée (DRU) (2).

— Au lieu de céder aux revendications ouvrières et populaires, le gouvernement a alors cédé à l'exigence de la droite en acceptant des élections anticipées ?

— Au début, le résultat de la grève générale a été mitigé. Il n'y a pas eu, dans un premier temps, de grande participation aux réunions et aux assemblées de zone, peu d'élargissement aux employés de banque et aux fonctionnaires par exemple. Il s'agissait pourtant d'une première rupture avec la passivité entretenue par la direction syndicale en place jusqu'au 6e congrès de la COB.

L'Eglise a alors appelé tous les partis représentés au Parlement à se réunir pour chercher une solution de conciliation à la crise grave que traverse le pays. Ce « dialogue national » a commencé le 14 novembre. L'Eglise agissait en réalité comme médiateur au profit de la droite, et en particulier de l'Alliance démocratique nationaliste (ADN) de l'ex-général Hugo Banzer. La COB, invitée à cette réunion, déclinait l'offre en considérant l'hypothèse d'élections anticipées comme contraire à la Constitution, qui établit un mandat gouvernemental de quatre ans, soit jusqu'en 1986.

— C'est alors que la COB prit l'initiative de la création d'un Conseil de coordination populaire ?

— Constatant que la grève générale n'avait plus pour seule fonction de faire

échec aux menaces de coup d'Etat et de rétablir le pouvoir d'achat, la COB convoquait en effet les partis de gauche à une réunion sur deux objectifs :

— rappeler que le 6e congrès de la COB avait adopté un document politique réaffirmant les thèses socialistes de la centrale et soulignant la nécessité pour les travailleurs de se doter de leurs propres instruments politiques de classe dans la lutte pour le socialisme ;

— constituer un front unique entre la COB et les partis de gauche. Cette dernière préoccupation répondait au fait que la COB ne pouvait à elle seule satisfaire les aspirations populaires sur le plan politique d'ensemble. Il faut forger pour cela l'instrument d'une alternative politique.

L'initiative de « conciliation » de l'Eglise a donc abouti à l'annonce, par Siles Suazo, d'élections générales anticipées pour le 16 juin 1985, alors que la COB annonçait une trêve — et non un arrêt définitif — de la grève générale. Le Conseil de coordination populaire (CCP), formé

par la COB et les partis de gauche réunis à son appel publiait fin novembre un document affirmant qu'une fois de plus l'UDP et le gouvernement avaient capitulé devant la droite, qui serait favorisée par ces élections, à moins que le peuple ne soit capable de modifier la situation des rapports de forces avant cette échéance (cf. encadré p. 19).

La formation du CCP constitue une avancée. Il réunit la COB, les forces de gauche regroupées au sein de la DRU et d'autres formations (3). Il ne répond cependant pas totalement au besoin d'un front unique large des forces ouvrières et populaires, du fait notamment du refus du PC et d'un secteur du Parti socialiste 1 (PS1) de s'y intégrer.

2. Cf. *Inprecor* numéro 183 du 5 novembre 1984.

3. Le Conseil de coordination populaire (CCP) est composé des représentants du Comité exécutif de la COB et des partis politiques suivants : le PRIN de Juan Lechin, le MIR F. Masas, le PS1, le POR-U, le PS (Aponte), le PCB m-1, le FRI (Morales), le PST, le MJA et le MPLN.

## LES PROPOSITIONS DE LA COB AU GOUVERNEMENT

Conformément à la lettre envoyée par le comité exécutif de la COB à la direction de l'UDP, les propositions à court terme formulées par la COB dans le but de trouver une solution rapide aux problèmes qui touchent l'ensemble de la population bolivienne, ont été abordées hier dans la réunion avec le cabinet économique. Rappelons que c'est le gouvernement qui a décidé de reporter l'examen global du plan d'urgence de la COB pour le moyen et le long terme, proposant en revanche une discussion sur des mesures immédiates.

Les propositions de la COB sont les suivantes :

- Solution à la pénurie d'articles de consommation de première nécessité par un approvisionnement rapide.
- Réorganisation des services de transport.
- Stabilisation des prix des principaux articles du « panier de la ménagère ».
- Nouvelle politique salariale impliquant un salaire minimum vital et une échelle mobile des salaires.
- Solution urgente du problème du chômage.
- Modification de l'impôt sur le revenu du travail individuel.
- Réforme intégrale du code fiscal.
- Récupération des impôts sur les biens des entreprises privées et révision des livres de compte pour les cinq dernières années.
- Participation au contrôle effectif des devises par le biais du contrôle ouvrier sur les crédits nationaux et départementaux.
- Application du décret d'annulation des capitaux alloués aux multinationales et recouvrement forcé des impôts dûs à l'Etat par ces sociétés.
- Cogestion à majorité ouvrière des entreprises publiques productives et cogestion paritaire des entreprises de services.
- Prélèvement légal de 100 % sur les dépôts aux banques privées et diminution des taux d'intérêt pour les rendre compatibles avec la réactivation de la productivité, en particulier au bénéfice du petit producteur paysan.
- Ratification du principe du report de paiement de la dette extérieure contractée envers le système bancaire privé et blocage du taux d'intérêt pour éviter l'accumulation de la dette.
- Application des décrets et accords déjà acquis en faveur des paysans.
- Application des décrets et accords qui favorisent la Corporation minière bolivienne (COMIBOL) et la Compagnie pétrolière nationale (YPFB).
- Evaluation nationale de la consommation des hydrocarbures dans le pays.
- Engagement de l'Etat à ne pas abroger la dette des banques privées.
- Transfert des dépôts des caisses complémentaires à la Banque centrale de Bolivie ; récupération du pouvoir d'achat en raison de la « dédollarisation » du peso.
- Amélioration de la situation des pensionnés et des retraités. ■

Centrale ouvrière bolivienne (COB),  
La Paz, le 31 octobre 1984.



Le cortège du POR-U, le 1er mai 1984. (DR)

— Tous les ponts étaient-ils coupés entre la COB et le gouvernement ?

— Pendant la trêve, les négociations entre la COB et le gouvernement ont repris. Dans un premier temps, le gouvernement proposait un salaire minimum de 400 000 pesos boliviens, plus un bon alimentaire de 300 000 pesos (1 franc vaut 980 pesos au change officiel et plus de

2 000 au marché noir). Une assemblée générale du syndicat rejeta cette proposition et annonça la reprise de la grève générale. Cette fois-ci, début décembre, la grève rencontra un plus large écho, y compris parmi les fonctionnaires et les employés, dont la participation donna à la lutte un caractère différent, plus actif, avec des manifestations quotidiennes dans les principales villes et une participation massive des étudiants et des collégiens. En

tout, la grève générale aura duré trois semaines. Elle a conduit le gouvernement à formuler une nouvelle proposition salariale définitive de 935 000 pesos boliviens comme minimum national, le bon alimentaire étant intégré de fait au salaire. De plus, l'accord légalisait et reconnaissait les conquêtes obtenues localement dans les luttes partielles des mois précédents.

Sur cette base, une nouvelle assemblée du syndicat a décidé d'une nouvelle trêve dans la grève, jusqu'en février 1985. En effet, d'après les calculs des experts économiques de la COB, le coût du « panier de la ménagère », que la COB prend comme référence du coût de la vie, atteindra en février 6 millions de pesos, alors que les salaires, en fonction de l'indexation en vigueur, n'atteindront que 3 millions de pesos. De nouveaux affrontements sont donc à prévoir, qui peuvent entraîner la chute du président Siles Suazo et la remise du pouvoir entre les mains de la Cour suprême de justice jusqu'aux élections.

La situation économique est tellement grave et tragique pour le peuple que le chantage au coup d'Etat, ou même sa menace réelle, ne suffisent plus à conte-

## Les élections de 1985 sont une farce

L'acceptation par le front gouvernemental de la convocation d'élections pour le mois de juin 1985 est la preuve de sa capitulation devant la pression conjuguée de la droite réactionnaire, sous couvert de la prétendue concertation nationale. Pour l'UDP, cette convocation des élections est dans le même temps un constat d'échec et une manœuvre pour contenir le mouvement ouvrier et populaire dans les limites de la trêve sociale, tandis que, pour la droite, c'est une victoire politique orientée vers la reconquête de l'appareil d'Etat par la voie électorale sur les décombres de l'UDP.

L'objectif politique de la droite réactionnaire est de récupérer à son compte, et de préserver, l'actuel système de domination capitaliste, en réprimant le mouvement ouvrier et populaire, et de garantir ainsi la libre exploitation du pays par le capital impérialiste et ses alliés financiers et commerciaux intérieurs. Ils auront pour eux les moyens « légaux » de la légitimité électorale.

Cette droite est traditionnellement antidémocratique, parce qu'elle a été associée à tous les régimes oppressifs du passé. Son adhésion à la démocratie bourgeoise est seulement une tactique, parce que l'écroulement du front de l'UDP, en affectant tout le mouvement populaire par la politique qu'il a menée au gouvernement, a créé les conditions pour que la droite capitalise en sa faveur le mécontentement de larges couches sociales sur l'appui desquelles elle fonde sa stratégie électorale.

Cette même bourgeoisie, qui clame son respect de la Constitution politique de l'Etat, la viole aujourd'hui, approuve inconstitutionnellement les élections anticipées pour 1985, et légitime des candidats qui se situent en dehors du cadre de la loi bourgeoise elle-même. C'est ainsi que la bourgeoisie utilise le système juridico-politique du pays en accord avec ses intérêts de classe.

Dans les conditions actuelles, le mouvement ouvrier et populaire n'a rien à gagner, mais plutôt beaucoup à perdre sur le terrain des conquêtes sociales et politiques, dans une issue électorale à la présente crise politique. La droite « golliste » aura finalement trouvé une forme de légitimité pour imposer ses plans antipopulaires et antinationaux. Un gou-

vernement de l'ADN et du MNRH porterait jusqu'à ses ultimes conséquences la politique d'application des mesures économiques dictées par le FMI et affamant la population, appuyée par les baïonnettes et la répression. Avec les élections anticipées, ces partis essaieront de blanchir l'image abominable qu'ils avaient pour s'être compromis avec les dictatures passées. Au coup de bâton attendu, s'ajouteront encore une plus grande misère et un plus grand désespoir. Les élections ne résolvent pas la crise aiguë du pays et des grandes masses nationales. Elles constituent un cadeau à la droite réactionnaire. C'est pour cela que l'attitude de l'UDP est condamnable et le refus de l'avancement de la date des élections justifié.

Cette corde autour du cou des travailleurs a été passée avec la permission de Siles Suazo et la complicité du front gouvernemental qui, de manière mesquine, a opposé ses intérêts de parti aux intérêts généraux du mouvement populaire et ouvrier. L'argument suivant lequel un coup d'Etat militaire serait imminent ne peut justifier une telle attitude. On ne défait pas un coup d'Etat militaire en capitulant, mais en appuyant et en développant une profonde mobilisation des masses autour de leurs objectifs propres.

Les organisations politiques et le mouvement populaire, à partir de leurs perspectives politiques propres, doivent se renforcer politiquement et idéologiquement pour s'opposer efficacement à leurs ennemis de classe et à l'impérialisme, quelles que soient les méthodes que ces derniers utilisent. L'affrontement exige aussi la préparation matérielle du camp populaire.

Pour défaire la manœuvre électorale de la droite, le Conseil national de coordination populaire doit renforcer les organisations de base, lutter pour la préservation des libertés politiques et syndicales, et promouvoir la mobilisation organisée de l'ensemble de la population, et, de cette manière, faire que le mouvement ouvrier et populaire reprenne l'initiative politique. ■

Conseil de coordination populaire (CCP),  
La Paz, 24 novembre 1984.

nir la mobilisation populaire. La situation tend encore chaque jour à se détériorer. « Travail, pain, liberté ! » sont des exigences à la fois immédiates et vitales au sens strict du terme.

— L'annonce des élections écarte-t-elle les menaces de coup d'Etat jusqu'en juin et implique-t-elle une trêve durable des luttes sociales ?

— Les forces de la droite institutionnelle, comme l'ADN et le Mouvement nationaliste révolutionnaire historique (MNRH) de Paz Estenssoro, craignent qu'un coup d'Etat ne reporte la tenue des élections générales ou n'en ternissent la légitimité. En accord avec l'entreprise privée, elles vont faire leur possible pour atteindre l'échéance électorale, convaincues que le discrédit de l'UDP affecte l'ensemble de la gauche, y compris ses composantes révolutionnaires, et qu'elles ont les meilleures chances de remporter ces élections. De plus, l'armée, rongée par la corruption et le banditisme sous le régime du général Garcia Meza, ne s'est pas encore remise de ces maux, et sa hiérarchie demeure divisée quant aux perspectives. Certains secteurs voient même un retour rapide au pouvoir comme prématuré et risqué pour la cohésion de l'institution elle-même.

De son côté, la classe ouvrière n'a pas les moyens de patienter. En tant que parti, le POR-U pense qu'il y a deux manières possibles d'aborder les élections de 1985 :

— la première, c'est de continuer avec le CCP dans la voie de l'organisation de conseils populaires dans tous les quartiers et les villages, pour lutter contre la spéculation, pour le contrôle des prix ; de transformer en pratique ces conseils en organes de pouvoir populaire et de les centraliser en une alternative au pouvoir, contre l'opération électorale, à travers une convocation de la COB. Il est difficile de dire dès à présent si le CCP voudra ou pourra participer aux élections. La COB est une organisation syndicale qui peut difficilement agir sur le terrain électoral sans risquer de perdre sa fonction et son caractère unitaire. En revanche, la DRU pourrait participer aux élections, mais en fonction du travail qui aura été fait d'ici là dans le mouvement de masse.

— l'autre possibilité, c'est un affrontement politico-militaire à court terme. Les masses populaires, dans l'état actuel des rapports de forces, auraient peu de chances de l'emporter sur ce terrain, aussi longtemps que le CCP n'est pas consolidé comme direction politique de rechange, et ce même si l'explosivité des masses et la détérioration de leurs conditions de vie peuvent aboutir à une épreuve de force avant même l'échéance électorale.

Dans toutes les hypothèses, la bataille pour l'unité du mouvement ouvrier et populaire et de ses organisations reste dans une large mesure la clef de voûte de la situation dans l'immédiat. ■

Propos recueillis pour *Inprecor*,  
La Paz, décembre 1984.

## YUGOSLAVIE

# Les enjeux du procès de Belgrade

**N**OUS avons déjà eu l'occasion de traiter du procès politique intenté contre les six intellectuels de Belgrade (cf. *Inprecor* numéros 176 du 25 juin 1984, 178 du 23 juillet 1984 et 181 du 8 octobre 1984). Ce procès a commencé le 5 novembre et les audiences de sa première session ont continué jusqu'au 16 novembre. La deuxième session a commencé le 6 décembre et s'est terminée, de façon dramatique, le 14 décembre. L'accusé principal, Vladimir Mijanovic, avait adopté une tactique offensive envers les témoins de l'accusation, ce qui avait provoqué l'hostilité du président du tribunal et aussi des conflits avec les avocats de certains des autres accusés. L'un de ces avocats fut victime d'une crise cardiaque et, par la suite, Mijanovic fut expulsé de l'audience pour la deuxième fois, pour « manque de respect envers le tribunal ».

Quand le procès reprit, le 24 décembre, ce fut sans Mijanovic et ses avocats. Mais cette audience fut marquée par l'intervention d'un autre accusé, Miodrag Milic, qui décrit au tribunal comment il avait été agressé dans un restaurant où il se trouvait avec l'un de ses avocats, par quatre hommes qui savaient parfaitement à qui ils avaient affaire. L'explication de cette agression se trouve probablement dans le fait que Milic avait expliqué au tribunal qu'il avait été menacé par un des responsables de la police politique, Branko Savic, de subir le même sort que Jovan Barovic, avocat du dissident connu et ancien dirigeant du PC yougoslave, Milovan Djilas. Barovic avait trouvé la mort, il y a quelques années, dans un accident de voiture dans des circonstances mal établies. Cet incident montre bien que le procès devient de plus en plus celui des méthodes de la police politique.

L'article que nous reproduisons ci-dessous a été écrit après la première partie du procès. Celui-ci a repris le 7 janvier, et le tribunal risque de rendre son jugement avant la fin du mois, ce qui rend plus urgente encore la solidarité internationale (voir encadré). Nous publions aussi une interview d'un des six accusés, Pavlusko Imsirovic, paru dans le numéro de l'hiver 1984 de la revue autrichienne *Gegenstimmen*. ■

### Branko KRIZMAN

« Je ne suis pas un ennemi du socialisme. Bien au contraire. Toute ma vie j'ai milité pour un socialisme démocratique. C'est dans cet esprit que j'ai été élevé. C'est dans cet esprit que j'éleve mes enfants. » Avec ces mots, le traducteur Pavlusko Imsirovic, l'un des 6 intellectuels de gauche en procès à Belgrade pour activités contre-révolutionnaires et « conspiration » mettait en évidence les raisons politiques de ce procès dans son discours de défense du mardi 12 novembre dernier. De même, quelques jours auparavant,

le réalisateur Miodrag Milic avait déclaré : « On nous reproche de vouloir saper le système social. En tout cas, ce n'est pas nous qui avons fait les 20 milliards de dollars de dettes et qui avons précipité le pays dans une dépendance quasi coloniale. »

Dans la première phase des poursuites contre 6 des participants aux « Universités libres » existant depuis 1977, qui s'est déroulée entre le 5 et le 16 novembre 1984, le procureur Danilo Nanovic faisait de jour en jour plus mauvaise figure, puisque l'acte d'accusation ne compor-

Il existe en France le comité Radomir Radovic, qui s'occupe de la défense des prisonniers politiques yougoslaves. Ce comité porte le nom du jeune syndicaliste yougoslave, défenseur des droits des travailleurs, retrouvé « suicidé » après plusieurs interrogatoires policiers, en avril 1984.

Ce comité a déjà soutenu l'envoi de représentants de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) aux deux premières sessions du procès des 6 de Belgrade. Il a l'intention d'assurer également la présence d'une mission de la FIDH à la prochaine session en janvier 1985.

Les autorités yougoslaves ne sont pas insensibles aux pressions extérieures. C'est pourquoi il faut multiplier les télégrammes de protestation, avant, pendant, et si les 6 sont condamnés, après le procès. Ils doivent être envoyés à l'Ambassade de Yougoslavie, 54, rue de la Faisanderie, 75016 Paris et au Président de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, M. Djuranovic, Boulevard Oktobarske Revolucije 92, Beograd, Yougoslavie, avec un double au comité Radomir Radovic, c/o Michel Mata, 34, rue Feutrier, 75018 Paris, qui transmettra aux familles des accusés et aux avocats de la défense.

Le comité a aussi besoin d'un soutien financier pour mener ses activités de solidarité et, en premier lieu, pour l'envoi de membres de la FIDH au procès. Adressez vos contributions à Michel Mata, CCP 24 576 89 G Paris. ■

taut même pas l'ombre d'une preuve que les rencontres des « universités libres » avaient servi à la préparation d'actions mettant en danger la sécurité de l'Etat et aient donc été illégales. Il ne cessait de poser des questions sur les opinions des accusés et essayait de s'appuyer sur des manuscrits que la police avait saisis au domicile des accusés. Même si personne n'avait jamais vu ces textes, on peut les définir comme étant, d'après un récent jugement de la justice yougoslave, de la « propagande ennemie ». Le président Zoran Stojkovic autorisa constamment les interventions de la défense et rejeta les « questions sur les convictions » émises par le procureur.

Tous les observateurs ont souligné le fait que le comportement des accusés était impressionnant par sa fermeté et sa décision. Dans la salle d'audience du palais de justice de Belgrade, pleine à craquer par la présence d'environ 200 personnes, 4 des 6 accusés commencèrent par refuser de répondre aux questions, partant du point de vue que le procureur devait d'abord mettre des preuves sur la table. Ainsi, le sociologue Milan Nikolic déclara : « Je ne sais pas de quoi j'ai à me défendre. Le problème est inverse : ceux qui organisent ce procès commettent un délit à l'encontre de la Constitution yougoslave, qui garantit la liberté d'opinion et de réunion. »

Le principal accusé, Vladimir Mijanovic, expliqua son refus de se défendre dans une déclaration basée sur l'argumentation suivante : « Dans cette affaire, nous n'avons aucun poids. Ceux qui, au pouvoir, refusent un véritable dialogue sur les réformes sociales et une issue durable à la crise, nous utilisent pour intimider l'opinion publique. » Il est évident que l'issue du procès ne dépend pas du cours des débats. C'est ce qui se passe à l'extérieur du palais de justice, sur la scène politique, qui est décisif. Déjà cet été, il y a eu un important mouvement de pétitions, quand les 6 accusés étaient en détention préventive, avant leur libération provisoire en juillet. Leur cas suscite toujours un grand intérêt dans les cercles intellectuels et critiques. Le bulletin distribué chaque jour pendant le procès par les proches des accusés fait état de la lecture en public de motions de solidarité à l'université de Belgrade, ce qui a valu à l'étudiant Milos Bodganovic d'être menacé de 15 jours d'arrestation. A la mi-novembre, 19 intellectuels connus de Serbie annoncèrent la création d'un Comité pour la défense de la liberté de pensée et d'expression, qui va s'intéresser au cas des 6 du procès de Belgrade.

Le grand intérêt porté à ce procès au niveau international, et surtout la solidarité de milieux de gauche en Europe de l'Ouest, renforcent la pression. L'expression la plus spectaculaire en a été la présence des députés « verts » ouest-allemands, Petra Kelly et Gert Bastian, aux premières journées du procès. Les médias yougoslaves réagirent en dénonçant une campagne anti-yougoslave dirigée de l'extérieur. Les « anarcho-libéraux », selon l'expression yougoslave spécifique définis-

sant tous ceux dont les idées dérangeant, les « anarcho-libéraux de tous les pays », donc, se seraient unis pour calomnier le socialisme autogestionnaire à l'occasion de ce procès. Il y aurait une véritable conspiration, « de l'extrême gauche et de l'extrême droite », selon un bulletin d'information diffusé le plus sérieusement du monde par Radio-Belgrade, le 8 novembre dernier.

Pour les accusés, ces calomnies des autorités n'ont pas du tout l'aspect d'une plaisanterie. Elles signifient que les médias ont pour tâche de préparer l'opinion publique à un verdict rigoureux, comme l'explique le principal accusé, Vladimir Mijanovic, dans une interview accordée à la revue autrichienne *Gegenstimmen*. Alors qu'au début du procès on trouvait dans les revues de Belgrade *Intervju* et *Nin* des articles encore relativement corrects, une campagne régulière contre les accusés commença à partir de la deuxième semaine du procès. Dans la capitale yougoslave, les organisations du parti furent même réunies en séances extraordinaires et la milice fut mise en état d'alerte.

Le dernier jour du procès, l'accusation contre le sociologue Milan Nikolic

fut même aggravée, puisque deux des manuscrits saisis chez lui furent déclarés comme ayant valeur de « propagande ennemie ». Il s'agissait-là d'une partie d'un travail de doctorat pour le professeur marxiste américain de sociologie très connu, Ralph Miliband, de l'université Brandeis (USA), et, d'autre part, d'un article d'un auteur anglais de la revue *New Left Review* publiée à Londres, sur la question albanaise au Kosovo. Toujours est-il qu'il serait faux de perdre espoir et de considérer l'issue du second procès comme une affaire réglée. La situation yougoslave est caractérisée par la plus grande instabilité et, à la différence de beaucoup d'autres tristes cas semblables, un mouvement de protestation international peut contribuer à renforcer ceux qui, dans la direction du Parti communiste, sont favorables à l'acquiescement. La reprise du procès, fixée au 7 janvier 1985, pourrait être l'occasion de rappeler aux instigateurs du procès dans la direction yougoslave que la gauche ouest-européenne ne laisse pas tomber les 6 de Belgrade. ■

Branko KRIZMAN,  
Vienne, 4 décembre 1984.



# Interview de Pavlusko Imsirovic

## "Je suis un marxiste critique, un communiste, un trotskyste"

**N**OUS publions ci-dessous une interview de Pavlusko Imsirovic, l'un des six accusés du procès de Belgrade. Imsirovic, qui est âgé de 36 ans, est traducteur et travaille en ce moment sur une traduction en serbo-croate de *La Nomenklatura*, de Michael S. Voslenski. Il a aussi fait des traductions de Freud, Marcuse et Habermas. En 1972 déjà, Imsirovic fut condamné à deux ans de prison, sous la même accusation qu'aujourd'hui, celle de « création d'une association contre le peuple et contre l'Etat ». A cette époque, un de ses co-accusés était Milan Nikolic, qui fait également partie des six accusés du procès actuel. Cette interview est tirée du numéro de l'hiver 1984 de la revue *Gegenstimmen*, publiée à Vienne.

« GEGENSTIMMEN » : — Vous êtes l'un des six accusés dans le procès des intellectuels de Belgrade qui ont participé au mouvement des universités libres. Au début du procès, ce sont essentiellement des questions de procédure qui ont été soulevées par la défense. Vous avez demandé de récuser des membres du jury pour partialité. Pouvez-vous expliquer quelles étaient vos raisons ?

Pavlusko IMSIROVIC : — Il s'agissait de savoir si les membres du jury ne se soumettraient qu'à la loi ou s'ils se sentaient aussi liés par d'autres critères émanant des décisions et de la discipline du parti. Ma question à ce sujet n'obtint pas de réponse, le juge faisant savoir que de telles questions n'étaient pas autorisées. J'ai exigé l'exclusion de tous les juges et membres du jury qui ne voulaient pas répondre à cette question. Il ne fut donné aucune suite à ma demande et on m'informa qu'on devait donner les noms de ceux dont on réclamait l'exclusion pour partialité.

— Vous avez également posé une question concernant les membres du jury qui auraient pu appartenir à la police politique ?

— Oui, c'est ce que j'ai fait. J'ai demandé s'il se trouvait dans le jury des personnes ayant autrefois été ou étant aujourd'hui membres du secteur politique de la sécurité d'Etat. La réponse fut que la présidence n'en connaissait aucun.

— Vous-mêmes et la défense avez-vous des informations sur les personnes qui siègent dans ce jury ?

— Non. Il n'y a aucune possibilité d'avoir des informations de ce genre. Je ne connais aucun de ceux qui sont membres du jury. Lorsque nous avons demandé cette information, le juge a refusé de nous la donner.

— Autrement dit, vous ne connaissez que les noms et rien d'autre.

— Exactement, rien d'autre.

— Vous êtes déjà passé devant un tribunal, il y a plus de dix ans ?

— Oui, devant le même tribunal, et sous la même accusation, celle de « création d'une association contre le peuple et contre l'Etat », d'après l'ancien code pénal. C'était aussi un procès concernant des délits d'opinion et d'expression. Je militais dans le mouvement étudiant, avec mon amie et mes collègues. Les autres accusés étaient ma future femme Jelka et le sociologue Milan Nikolic, qui se retrouve aujourd'hui avec moi devant le tribunal.

— Avez-vous été condamné à l'époque ?

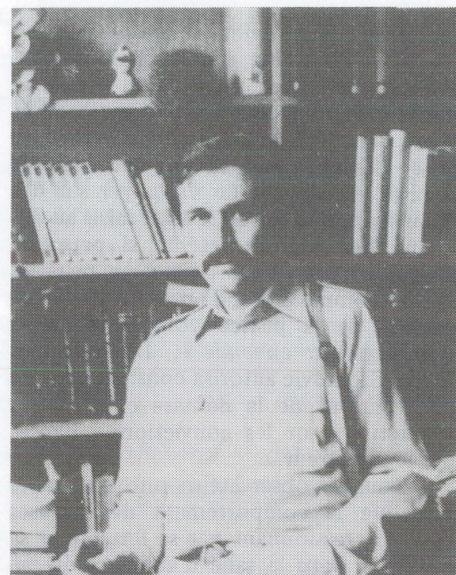
— Oui, bien sûr. Les tribunaux yougoslaves condamnent toujours, du moins dans les procès politiques. J'ai alors été condamné à deux ans de prison, que j'ai effectués.

— Si vous comparez la manière de diriger le procès à cette époque avec celle de l'actuel procès, y a-t-il des différences ? Il a bien dû se produire quelques changements, durant ces dix années ?

— Sous cet angle-là, on ne peut observer ou apprécier de différence fondamentale, car le juge de l'époque était aussi très correct, seul le procureur était plus agressif que celui d'aujourd'hui. Mais cela ne veut rien dire sur le fond. Naturellement, la situation politique est différente, et notre expérience est autre que ce qu'elle était à l'époque.

— Cela signifie-t-il que la correction du juge, que l'on peut observer dans la plupart des procès politiques en Yougoslavie, n'est qu'une façade ?

— Cette correction est d'usage dans les procès à grande publicité. Cela n'a aucune signification quant à l'issue du jugement.



Pavlusko Imsirovic. (DR)

— En quoi la situation est-elle différente, en ce qui concerne le climat dans l'opinion publique ?

— Là, les différences apparaissent nettement, car les milieux intellectuels, les milieux de l'intelligentsia critique sont parvenus à une grande mobilité et à un degré supérieur de conscience.

— Il n'y avait donc pas eu, il y a dix ans, un tel soutien en votre faveur ?

— C'est cela. Je n'avais pas eu autant de soutien, car les gens se faisaient encore trop d'illusions sur le fait qu'il puisse y avoir un compromis, un acquittement. Maintenant, ce n'est plus pareil.

— Il est frappant de constater que la salle d'audience est remplie à craquer, débordante de gens qui sympathisent avec les accusés. S'est-il déjà produit la même chose à l'occasion d'un procès politique ?

— Oui, à notre premier procès, il y a 12 ans, cela se passa ainsi. Mais une telle tendance s'est manifestée sous une forme particulière au cours du procès du poète Goiko Djogo, il y a deux ans à Belgrade. Ce fut l'occasion d'une grande mobilisation de l'intelligentsia critique et indépendante.

— Pourquoi Goiko Djogo avait-il été inculpé ?

— A cause d'une chanson. Il a écrit plusieurs chansons, sous la forme de fables animalières, entre autre sur un gros ours sauvage dans la forêt. Le procureur a décidé que le gros ours dans la forêt représentait une attaque contre Josip Broz Tito. Il y eut un scandale.

— Mais dans le cas de Goiko Djogo, la solidarité a-t-elle servi à quelque chose ?

— Oui, il a certes été condamné à deux ans de prison, mais à cause de l'impact de la solidarité, il a été relâché et sa peine a été supprimée.

— Que dites-vous de la façon dont les médias yougoslaves rendent compte de votre procès ?

— Pour une part, et c'est malheureusement la plus importante, c'est sous la forme d'une campagne sauvage et hystérique contre nous. On nous présente comme des anticommunistes, des marionnettes servant des intérêts étrangers, alors que les forces politiques étrangères et les tâches que nous aurions effectuées demeurent parfaitement indéfinies. On parle dans la presse écrite d'espionnage. Apparemment, nous ne serions que des pions sur un autre échiquier. Mais c'est une calomnie. Tous les accusés de ce procès sont des marxistes, des socialistes. Nous nous battons pour une démocratie socialiste. Moi, personnellement, je suis un marxiste critique, un communiste, un trotskyste.

— Qu'est-ce que cela signifie par rapport à la situation concrète en Yougoslavie ? Comment, d'après vos conceptions, voyez-vous une issue à la crise actuelle ?

— Une condition importante est la large mobilisation de tous ceux qui créent, de toutes les forces créatrices de la société, et une démocratisation large et radicale. Je crois que cela doit être encore autre chose que le système du multipartisme. En tout cas un autre genre de pluralisme politique. Comme nous n'avons toujours pas une vision exacte de notre situation effective, aucune force politique n'a un programme achevé à proposer. L'examen approfondi de la situation est la première condition pour pouvoir élaborer un programme qui offre une solution, une issue à la crise actuelle.

— Vous dites que vous êtes marxiste révolutionnaire, trotskyste. De telles idées sont apparues dans le monde entier, surtout dans la foulée du mouvement étudiant. Aujourd'hui, 15 ans après, ces idées semblent dépassées aux yeux de beaucoup. Du moins, ceux qui défendent ces idées sont isolés. Qu'en est-il pour vous ? Pensez-vous que ce qu'on appelle en Yougoslavie la « nouvelle gauche » est plutôt isolée, ou traduit-elle les aspirations de larges milieux ?

— Ces idées ont toujours été vivantes dans le mouvement ouvrier. Au moins en partie, elles ont toujours constitué un élément de ce mouvement, puis aussi du mouvement étudiant et des milieux intellectuels. Quand le mouvement ouvrier connaît une large vague de mobilisations, ces idées ont toujours un poids. Mais, personnellement, je suis pour l'instant isolé dans ces milieux.

— En discutant avec des amis yougoslaves, j'ai l'impression que domine un refus marqué de l'héritage de la pensée marxiste, car, malgré tout, l'idéologie marxiste est confondue avec les rapports sociaux dominants.

— C'est un vieux problème. Aussi bien en Yougoslavie que dans le mouve-

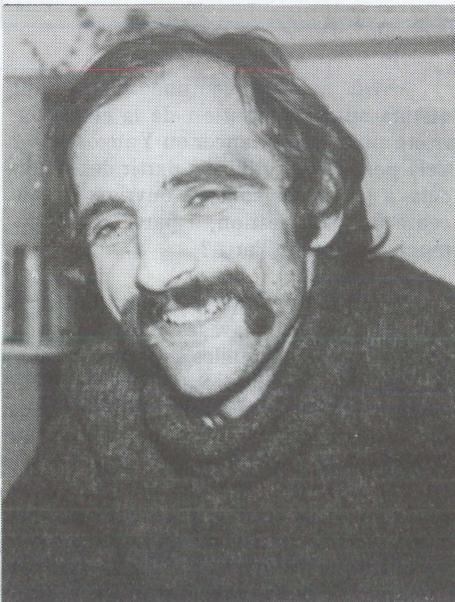
ment ouvrier du monde entier, les gens identifient ces idées et ces tendances avec le socialisme réellement existant, avec la pratique des partis communistes et socialistes. Et c'est pourquoi ces idées et ces mouvements sont discrédités. Mais la solidarité et la lutte pour le socialisme et la démocratie dans le monde entier sont la condition pour rompre avec une fausse alternative, celle produite par le stalinisme, qui a bloqué le mouvement ouvrier mondial. Stalinisme et capitalisme sont de fausses alternatives. Le vrai choix est entre stalinisme et capitalisme d'un côté, et démocratie socialiste de l'autre.

— Le PC yougoslave est issu de la tradition stalinienne. Mais il y a eu la rupture avec Staline en 1948. Le système politique ne se différencie pas seulement de façon accessoire de celui des pays staliens traditionnels. Il y a l'autogestion ouvrière, il y a une certaine ouverture, qui dépasse largement, par exemple, ce qu'on peut trouver en Tchécoslovaquie ou en Union Soviétique. Diriez-vous, malgré tout, qu'il s'agit d'un régime stalinien ?

— Non. Je ne crois pas que le PCY est demeuré un parti stalinien qui dirige un régime stalinien, après la rupture avec Staline et Moscou. Mais il s'avère être toujours un régime bureaucratique et présente la même nature sociale, mais pas la même nature politique. La bureaucratie yougoslave tient une place spécifique dans la politique mondiale et mène une tactique spécifique en politique intérieure. L'autogestion et ce genre de choses, c'est avant tout une forme de politique économique.

— C'est sur la base de la rupture avec Moscou et Staline que ces différences d'avec les modèles staliens traditionnels sont apparues. Pensez-vous qu'en Yougoslavie les rapports sociaux entre la classe ouvrière et la bureaucratie, ainsi que les rapports de forces, sont meilleurs que dans d'autres Etats, les Etats staliens, en raison de l'autogestion ouvrière, de la tradition propre du communisme yougoslave ?

Vladimir Mijanovic. (DR)



— L'origine de ces transformations a deux racines. L'une est constituée par la politique extérieure et la situation européenne, et l'autre par le rapport des forces intérieur, dans la mesure où le PCY avait derrière lui un très grand mouvement révolutionnaire et qu'il connaissait, contrôlait et maîtrisait ce mouvement. Mais il devait aussi sans cesse lui faire des concessions. L'autogestion fut une de ces concessions. Dans le domaine social aussi, il y a eu de nombreux exemples de démocratisation, la plupart entre 1950 et 1958. Ce fut une période — un ou deux ans après le 5e congrès du PCY — qui culmina au 6e congrès, qu'on appelle toujours le « congrès Djilas », et qui dura jusqu'au 8e congrès d'avril 1958, où le parti adopta un nouveau programme.

— Comment vous situez-vous en tant que socialiste critique, sur la façon dont le problème national peut être résolu en Yougoslavie ? J'ai découvert chez de nombreux intellectuels en Serbie une très forte conscience nationale.

— Le problème des nationalités est un problème difficile, pour le mouvement démocratique yougoslave aussi. Ma position suit cependant celle du marxisme classique, c'est-à-dire le droit inconditionnel à l'auto-détermination, ce qui ne signifie pas toujours lutte pour la séparation de telle ou telle nationalité, mais peut mener à une lutte pour une association des nationalités sur la base d'un choix absolument libre.

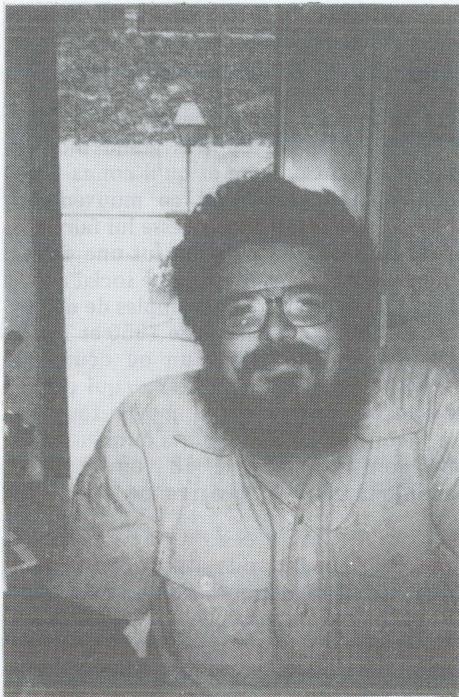
— Mais la position du droit à l'auto-détermination, à la séparation étatique, qui est présente dans la position marxiste classique, ne résoud pas la question quand il s'agit de régions très hétérogènes d'un point de vue linguistique, comme par exemple la Bosnie ou l'Herzégovine, où plusieurs nationalités sont représentées concrètement sur un territoire, ainsi que pour des parties du Kosovo.

— Il est certain qu'une des questions essentielles est de savoir s'il est même possible de former des Etats nationaux en Yougoslavie, de résoudre la question nationale suivant ce modèle. Je pense que c'est plutôt impossible. Mais je crois qu'au moyen d'une politique culturelle souple et démocratique, il est possible d'atteindre un équilibre entre les différentes nationalités.

— Qu'est-ce que cela signifie au niveau du Kosovo ?

— Pour le Kosovo, cela veut dire que, selon moi, le Kosovo doit avoir une forte part d'autonomie. Mais sous quelle forme cette autonomie doit apparaître précisément, seuls les habitants du Kosovo peuvent en décider. C'est leur droit, et tous les autres ont le devoir de les aider.

— Quelles propositions avez-vous pour la solution de ce problème ? Par un référendum ?



Milan Nikolic. (DR)

— Liberté pour chaque tendance politique, liberté de faire de la propagande autour de ses objectifs et d'élaborer des programmes, possibilité, entre autres, si quelqu'un le désire, de mener campagne pour un référendum. Mais je ne peux pas dire a priori que cela doit être résolu de telle ou telle façon. Seul un véritable dialogue démocratique peut mener à une solution satisfaisante.

— Vous êtes donc contre les procès qui ont eu lieu au Kosovo, contre la répression policière de ceux qu'on appelle les irrédentistes ?

— Oui, bien sûr. J'ai également rencontré quelques-uns de ces gens. Je les connais et je sais qu'ils ne sont pas des irrédentistes, qu'ils ne sont pas, comme on l'affirme, des partisans d'Enver Hoxha (dirigeant du régime albanais, ndr.) Au contraire, Hoxha et ses partisans ont très peur de ce mouvement au Kosovo. Hoxha n'a pas besoin du Kosovo. Le Kosovo peut l'avalier. Dans les Balkans, la question albanaise a un poids comparable à celui de la question allemande en Europe.

— Comment évaluez-vous la possibilité de modifier la situation économique ? Chez de nombreux intellectuels critiques, l'idée persiste qu'en renforçant les mécanismes de l'économie de marché, on pourrait parvenir à un assainissement de l'économie.

— Personne n'est contre la reconnaissance des lois économiques. Mais c'est entièrement une question d'interprétation. Il y a une tendance favorable à une économie de marché du type classique style « laisser faire » qui, dans la réalité n'existe nulle part. D'autres, dont je

fais partie, sont favorables à une politique d'économie planifiée, avec la mobilisation et la centralisation de toutes les forces productives. Nous n'avons pas encore mobilisé toutes nos ressources. Il s'agit tout d'abord des gens qui n'ont pas d'emploi et du coup ne prennent pas part au développement du pays. Je suis donc pour une centralisation de l'économie et une décentralisation politique, c'est-à-dire la démocratisation.

— Que pensez-vous du programme de stabilisation du gouvernement yougoslave ?

— Je ne comprends pas bien à quoi rime ce programme. Ce ne sont que des mesures de fortune. A mon avis, ce genre de mesures est inadapté pour résoudre les problèmes actuels. Il est nécessaire de s'attaquer aux problèmes fondamentaux qui restent encore complètement en suspens. Il s'agit de questions comme par exemple celle du commerce extérieur. L'Etat a besoin d'une politique homogène vis-à-vis du marché mondial. Il est impossible et absurde que chaque unité économique puisse adopter une politique différente à l'égard du marché mondial, et qu'on puisse en arriver à des conflits entre les nationalités aussi pour des raisons économiques. Mais un tel nivellement, une unification des intérêts économiques et de la politique économique n'est, encore une fois, possible qu'en liaison avec une large démocratisation politique.



— Où voyez-vous une base pour qu'une auto-organisation de la classe ouvrière puisse commencer en Yougoslavie ? Cela peut-il se produire à partir des syndicats, à partir des conseils ouvriers dans le cadre de l'autogestion, à partir d'une démocratisation du Parti ?

— On trouve déjà de telles tendances dans des grèves sauvages dans de nombreuses usines. Mais elles apparaissent aussi dans la LCY, dans l'organisation de jeunesse, dans l'organisation étudiante. Dans un système de parti unique, toutes les contradictions sociales se manifestent constamment au sein de ces organisations politiques monolithiques. Ces tendances s'expriment à l'intérieur du système politique à tous les niveaux. C'est le cas, par exemple, de la proposition de Rade Kon-

car, au dernier congrès du parti, d'organiser celui-ci essentiellement sur les lieux de travail, donc à partir d'un principe basé sur les centres de production et non pas géographique. Cette proposition part d'une vieille conception marxiste, enracinée dans le mouvement ouvrier. Ce fut une question très significative, que Branko Mikulic et la direction du parti bosniaque attaquèrent violemment.

— Y a-t-il des forces dans le parti qui sont favorables à un tel tournant vers le prolétariat ?

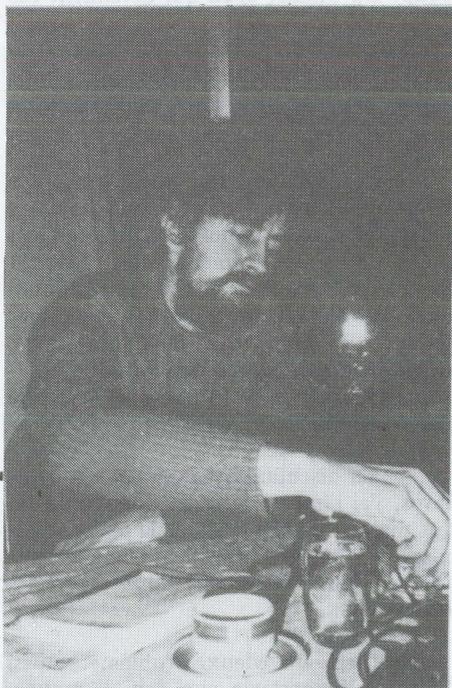
— Cette tendance existe. Et la proposition de Rade Koncar a suscité un écho important et rencontré beaucoup de sympathie.

— Comment appréciez-vous la dynamique de la situation yougoslave ? Qu'est-ce qui domine ? La tendance à la répression, à un renforcement du poids de l'Etat, ou une tendance à résister à cela ?

— Dans ma situation, il est extrêmement difficile de donner une appréciation. Mais le résultat de ce procès pourrait peut-être aider à répondre à votre question.

— Comment voyez-vous les différences dans la situation des différentes républiques ? Ces derniers mois on a en effet assisté à des polémiques entre les directions du parti de Croatie et de Serbie. Dans la presse internationale, il est constamment question d'une aile libérale dans la direction, qu'on identifie souvent à la direction du parti serbe, et d'une aile dure, qu'on identifie au parti bosniaque. Et de nombreux intellectuels placent également des espoirs dans une aile libérale.

Dragomir Olujić. (DR)



## NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

### AMERIQUE LATINE

#### Rencontre des directions des sections latino-américaines de la IVe Internationale

La seconde réunion des bureaux politiques des sections latino-américaines de la IVe Internationale a eu lieu en octobre 1984. Y participaient des délégués des sections ou des groupes sympathisants du Mexique, du Pérou, de Bolivie, de Colombie, d'Equateur, d'Uruguay, du Brésil, du Chili, des Antilles, ainsi que des organisations fraternelles d'autres pays.

Cette réunion de travail a permis d'aborder et de débattre des questions suivantes :

— La résistance populaire aux politiques d'austérité et aux exigences du Fonds monétaire international (FMI), notamment à partir des expériences de la « grève civique » au Mexique et de l'explosion sociale d'avril 1984 en République dominicaine.

— La lutte pour le renversement des dictatures et les problèmes posés par les processus d'« ouverture ». Dans ce cadre, les discussions ont notamment porté sur les cas du Chili, du Paraguay, du Brésil et de l'Uruguay.

— La réorganisation du mouvement ouvrier : l'évolution du Parti des travailleurs et la consolidation de la Centrale unique des travailleurs (CUT) au Brésil ; le Frente Amplio (FA) et la Gauche démocratique indépendante (IDI) en Uruguay ; la Gauche unie (IU) et la formation du Parti d'unité mariatéguiste au Pérou ; les leçons du 6e congrès de la COB et la situation politique en Bolivie. Une discussion a en outre eu lieu sur les négociations entre le gouvernement et la guérilla en Colombie.

— Les questions agraires en Amérique latine : politiques agraires, réformes et mouvements paysans.

— La dynamique de la révolution en Amérique centrale et les initiatives de solidarité en Amérique centrale et dans la Caraïbe.

Les discussions tenues au cours de cette seconde rencontre, un an après la première, ont permis de mieux mesurer l'accélération de certains processus en cours dans le mouvement ouvrier et populaire, sous les effets combinés de la crise économique et sociale et de l'impact de la révolution en Amérique centrale.

Dans la plupart des pays, la tâche centrale qui demeure non résolue est celle de la construction d'un mouvement ou-

vrier indépendant de l'Etat ou du populisme bourgeois, aussi bien sur le terrain politique que sur le terrain syndical. Dans les pays qui sortent à peine de longues années de dictature, les tentatives de transition négociée avec les militaires et le chantage de l'impérialisme par le biais du FMI, soulignent l'actualité des revendications démocratiques radicales et anti-impérialistes, ainsi que leur lien étroit avec les revendications économiques, sociales et agraires. Enfin, le degré de décomposition sociale et d'explosivité des masses populaires dans des pays comme la Bolivie et le Pérou et, sous une forme différente, la République dominicaine, annoncent de nouvelles épreuves de force interdisant toute illusion sur la poursuite linéaire et sur une période de temps indéfinie des processus démocratiques.

Dans ce contexte, et sous l'influence des expériences du Nicaragua, du Salvador et de Grenade, les questions de l'unité et du pluralisme politique sont omniprésentes dans la réorganisation du mouvement ouvrier et de son avant-garde. En un an, l'évolution de ce point de vue est sensible et s'exprime sous diverses formes :

— La radicalisation d'un mouvement paysan, parfois étroitement ou organiquement lié au mouvement ouvrier. La conférence des organisations paysannes qui s'est tenue en novembre dernier au Mexique et à laquelle participaient notamment le Mouvement paysan indépendant de République dominicaine, le secteur paysan de la CUT du Brésil, la Confédération paysanne du Pérou (CPC), l'ATC du Nicaragua, la Coordination nationale Plan d'Ayala (CNPA) du Mexique, confirme cette dynamique.

— L'évolution du mouvement syndical. On observe ce phénomène au travers de la consolidation de la CUT au Brésil, de la radicalisation marquée par le 6e congrès de la COB en Bolivie, mais aussi par la réapparition du problème de l'unité syndicale en Colombie.

— La question de l'unité s'exprime à travers la formation de blocs ou de fronts politiques, dont la composition et la fonction sont des plus variables, depuis le Frente Amplio en Uruguay, qui exprime l'aspiration unitaire antidictatoriale dans le sens d'une rupture avec le bipartisme bourgeois, jusqu'à la Direction révolutionnaire unifiée (DRU) de Bolivie, qui est une alliance partielle de la gauche radicale, en passant par des coalitions qui s'approchent davantage d'un front unique des organisations ouvrières et populaires, comme la Gauche unie du Pérou, le Front de la gauche dominicaine, ou le Mouvement démocratique populaire du Chili.

— Enfin, des organisations ou des regroupements comme le Bloc socialiste de République dominicaine, le Parti d'unité

— Je ne crois pas qu'on puisse faire une division nette dans le parti entre tendances plus dures ou plus libérales. Mais il est vrai que les directions bosniaque et serbe montrent visiblement des tendances à un cours plus dur. Cela concerne surtout Mikulic et Hamdja Pozderac en Bosnie. Je ne connais pas d'autres noms, car nous n'avons pas de débats politiques publics. Je ne peux tirer de conclusions qu'à partir des symptômes immédiats. En Croatie, c'est Josip Vrhovec. C'est aussi le cas de Stane Dolanc, un Slovène qui, comme membre de la direction nationale dispose d'un appui politique dans le parti croate, mais n'a pas d'appui en Slovénie, où domine une politique plus libérale.

— Qui verriez-vous comme représentants de la position libérale ?

— A mon avis, on peut y classer Franc Popit, Mitja Ribicic, Franc Setnic et Anton Vratusa, tous originaires de Slovénie.

— En Serbie ?

— En Serbie, il n'y a pas de déclarations particulièrement nettes pour telle ou telle tendance. Mais on peut conclure qu'il y a un groupe avec ou autour d'Ivan Stambolic, qui est plutôt libéral. Ce qui a essentiellement provoqué sa réputation de libéral, c'est tout simplement qu'il ne s'est pas encore prononcé pour la répression politique. Les représentants de cette tendance, qu'on peut appeler libérale, essaient d'élaborer un programme économique ouvrier. En Serbie il faut encore noter une autre particularité spécifique. La direction serbe a toujours été favorable à un haut degré de centralisation, et le problème est que toutes les autres s'opposent à cette tendance à la centralisation, car elles ont peur d'une conception unitaire de l'Etat yougoslave. Mais un Etat démocratique uni ne met en danger ni la liberté nationale ni les droits des nationalités.

— Comment les choses se présentent-elles en Serbie, avec les tendances nationalistes ? Le développement de la conscience nationale des Albanais est-elle considérée comme une menace ? Des pièces de théâtre, dans lesquelles apparaissent des tendances nationalistes serbes ont été jouées ces dernières années à Belgrade. Croyez-vous que c'est un danger réel ?

— D'accord, il y a des préjugés nombreux et pesants à l'égard du peuple albanais. Il faut absolument combattre ces préjugés. Mais le nationalisme serbe agressif n'est pas très répandu, ne se manifeste pas de manière aiguë. Je crois pourtant que des erreurs et des préjugés dominant dans beaucoup de milieux. Dans le cadre d'une discussion démocratique, on pourrait s'opposer à de telles tendances. ■

Propos recueillis pour *Gegenstimmen*, Vienne, numéro de l'hiver 1984.

mariatéguiste du Pérou ou, bien plus confusément, la Gauche démocratique indépendante en Uruguay, expriment le projet d'une société socialiste pluraliste et démocratique et la nécessité d'un processus unitaire au niveau des organisations d'avant-garde elles-mêmes. Un tel processus n'est concevable qu'à la condition de prendre en compte les différences de tradition, d'histoire et d'origine des différentes composantes.

En ce qui concerne les tâches, la réunion des bureaux politiques latino-américains a notamment convenu de poursuivre et d'amplifier la solidarité militante avec la révolution en Amérique centrale et dans la Caraïbe, d'élargir la diffusion et l'utilisation du supplément d'*Inprecor-Cône sud*, et de maintenir et d'améliorer le cadre de travail mis en place depuis deux ans. ■

## MEXIQUE

### 4e Congrès du PRT

Le 4e congrès national du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVe Internationale, a eu lieu en novembre dernier à Mexico. Il s'est ouvert par une réunion publique à laquelle ont participé plusieurs milliers de personnes, et notamment des contingents de paysans, de colonos (habitants des bidonvilles) et de syndicalistes venus de tout le pays, sous les bannières du PRT.

A la tribune d'honneur de ce meeting inaugural figuraient de nombreux dirigeants de syndicats ouvriers et paysans, ainsi que des dirigeants de mouvements populaires et des représentants de la plupart des partis de la gauche mexicaine, dont le PSUM, autrement dit le Parti communiste. Outre les deux porte-parole du PRT, Edgar Sanchez et Margarito Montes, de nombreux orateurs sont intervenus, dont un représentant de Radio Venceremos du Salvador, Hugo Blanco au nom de la section péruvienne de la IVe Internationale, Ramon Jimenez, dirigeant du Mouvement paysan indépendant de République dominicaine, et un représentant du Secrétariat unifié de la IVe Internationale. Les manifestations enthousiastes de l'assistance étaient rythmées par la fanfare du village de Copalillo de l'Etat de Guerrero.

Les travaux du congrès proprement dit ont porté sur cinq questions : une résolution politique générale, une résolution sur les questions d'organisation et les statuts, une résolution sur la politique électorale pour 1985, un débat sur la révolution en Amérique centrale, et enfin une discussion sur la construction de la IVe Internationale.

La résolution d'orientation générale, présentée par le camarade Sergio Rodriguez, analysait les effets de la crise économique au Mexique, ses conséquences

pour le système de domination populiste du PRI (parti au pouvoir depuis plus de 50 ans), les processus en cours dans le mouvement syndical et populaire, la résistance aux mesures d'austérité et le bilan de la lutte pour un « paro civico » (grève civique) national. La résolution, qui met l'accent sur la nécessité d'une alternative démocratique, nationale et populaire à la crise, a été adoptée à une très large majorité.

La résolution d'organisation, présentée par le camarade Edgar Sanchez, et les statuts, présentés par le camarade Jaime Gonzalez, apportaient des réponses aux problèmes nouveaux posés par la croissance du parti. En effet, depuis la campagne électorale de 1982, le PRT a vu ses effectifs multipliés par plus de trois, et il a surtout connu une modification substantielle de sa composition sociale, avec l'adhésion de nombreux militants ouvriers et paysans. Cette composition populaire du congrès a d'ailleurs été relevée par la presse mexicaine. A cette croissance et à cette transformation du parti correspond un élargissement spectaculaire de son influence dans les fronts de masse, tels que la CCRI chez les paysans, ou le Bloc populaire révolutionnaire (BPR) chez les colonos, mais aussi dans le mouvement syndical ouvrier et dans le mouvement

des femmes. Le congrès en a conclu à la nécessité de revoir les critères de recrutement et d'appartenance au parti, ainsi que de redéfinir les instances de base du parti à partir de structures territoriales (les « zonales »). La résolution et les statuts ont été adoptés à une quasi unanimité.

Présentant la résolution sur la politique électorale, le camarade Ricardo Pascoe soulignait la nécessité de mettre en place, pour 1985, une alternative de classe indépendante sous la forme d'une « alliance totale de la gauche ». En effet, la crise provoque une érosion lente mais régulière du PRI. Le danger existe, en l'absence d'une alternative du type que propose le PRT, que cette usure bénéficie principalement au parti bourgeois d'opposition, le Parti d'action nationale (PAN), lié aux intérêts impérialistes. Lors des élections municipales qui ont eu lieu à la veille du congrès dans le Valle de Mexico, une coalition de forces de gauche, rassemblant notamment le PRT et le PSUM, a recueilli 8 % des suffrages. Le PRT a ainsi obtenu une demi-douzaine de conseillers municipaux. Des accords analogues sont en cours de discussion dans d'autres Etats, comme ceux de Colima ou de Sonora.

Dans ce dernier Etat, une déclaration commune a été signée par le PRT et le PSUM : « Nous considérons comme prio-

# Quatrième Internationale



SOMMAIRE — NUMERO 15 — NOVEMBRE 1984

Editorial :	
L'épouée des mineurs britanniques .....	3
Turgut Taylain :	
Etat et capital dans la Turquie contemporaine .....	9
Bloque Socialista :	
Un programme révolutionnaire pour la République dominicaine .....	27
<i>(Larges extraits du programme adopté par le congrès du Bloc Socialista, organisation dominicaine avec laquelle la IVe Internationale entretient des relations fraternelles)</i>	
Salah Jaber :	
Révolution permanente et dictature du prolétariat (de la Commune de Paris au Nicaragua sandiniste) .....	43
<i>(Longue étude qui traite de problèmes politiques et théoriques fondamentaux débattus aujourd'hui dans la IVe Internationale et dans d'autres secteurs du mouvement révolutionnaire)</i>	

ritaire la lutte pour vaincre la politique économique du gouvernement, qui fait peser sur les travailleurs le coût social de la crise et les rigueurs du redéploiement économique, autrement dit la lutte contre l'austérité capitaliste des patrons et du gouvernement. (...) Vaincre cette politique implique de développer des actions communes avec les organisations démocratiques et de gauche dans l'Etat de Sonora. Nous déclarons que nous lutterons pour obtenir l'indépendance politique de la classe travailleuse ; nos candidats défendront les justes revendications des ouvriers, paysans, colonos, jeunes, femmes et autres marginalisés de la société. Nous impulserons la lutte contre l'impérialisme yankee, principal responsable de l'appauvrissement des Mexicains, qui a imposé, aujourd'hui, à travers le Fonds monétaire international, des salaires et des conditions de vie misérables au peuple mexicain. Nous n'oublions pas son ingénierie actuelle, en alliance avec le PAN et l'Eglise, dans la perpétuation de la soumission des travailleurs mexicains. Nous décidons ensemble de poursuivre nos relations fraternelles à travers des discussions et des actions concrètes, jusqu'à parvenir à un programme commun de lutte électorale pour les prochaines élections, lorsque chacune des deux organisations aura tenu ses assemblées électorales par Etat et si elles parviennent à un accord au niveau national. »

Le PRT est le parti qui s'est engagé avec le plus de détermination et de clarté dans cette voie unitaire. Pourtant, les obstacles sont nombreux. En effet, la loi électorale ne permet pas les coalitions, de sorte que si deux ou trois partis s'unissent, ils ne peuvent le faire qu'en renonçant à leur statut légal propre au profit du seul statut légal de la coalition, ou bien en se regroupant sous le sigle légal d'une des composantes de la coalition. La proposition unitaire faite par le PRT au PSUM, au Parti mexicain des travailleurs (PMT, nationaliste de gauche) et aux autres formations de moindre importance, va jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la perspective d'une coalition participant aux élections sous un sigle unique. Divisés, ses interlocuteurs cherchent une échappatoire qui consisterait en des listes communes pour les élections municipales, mais séparées pour les législatives. La confiance du PRT en ses propres forces et la conviction unitaire animaient l'ensemble du congrès. Le porte-parole du PSUM l'a constaté au moment de son intervention, lorsque tous les délégués et observateurs se sont dressés aux cris d'« Unité ! Unité ! »

Enfin, le congrès avait à son ordre du jour l'élection d'un nouveau comité central d'une cinquantaine de membres. La commission des candidatures, rassemblant des représentants de tous les Etats du pays, a dû traiter plus de deux cent propositions, ce qui témoigne de la vitalité du parti, de l'intégration en son sein de nombreux cadres des différents mouvements de masse, et de la formation d'une nouvelle génération de dirigeants, mais aussi de dirigeantes (sur les neuf secrétaires de zone du Valle de Mexico, huit sont des femmes). ■

(suite de la page 28)

C'est lui qui fait obstacle à la discussion entre les gens. Tout le monde connaît son appartenance à l'extrême droite. Il regroupe une demi-douzaine de « durs de durs », dont nous avons donné la liste aux habitants non Kanaks de Thio. Nous leur avons aussi précisé que leur tranquillité dépendrait aussi de leur comportement et des relations qu'ils entretiendraient avec les Kanaks.

Nous avons aussi demandé aux gendarmes de Thio de ne pas sortir de leur cantonnement, en leur promettant que tout se passerait dans l'ordre. Nous nous sommes donc organisés pour protéger les secteurs dont nous avons la responsabilité.

— Pour en venir aux négociations qui vont s'engager avec le représentant du gouvernement français, Edgard Pisani, il se pourrait que l'on vous propose d'accepter un référendum sur l'avenir du territoire avec la participation au vote des Européens et immigrés installés depuis, par exemple, plus de six ans ou plus de dix ans en Nouvelle-Calédonie. Qu'en pensez-vous ?

— Une telle proposition du gouvernement français serait mauvaise, car pourquoi dix ans et pourquoi pas les « victimes de l'histoire », comme nous avons qualifié les Européens caloches nés de père ou de mère eux-mêmes nés en Nouvelle-Calédonie. Et, si l'on continue, pourquoi pas les Kanaks seulement. En fait, le problème du gouvernement, c'est qu'il ne veut pas prendre position. Il ne veut pas adopter notre point de vue pour ne pas être taxé de suivisme vis-à-vis du FLNKS. Or, soit le gouvernement choisit la Constitution française, soit il choisit de faire une politique de décolonisation en faveur du peuple kanak.

Dans toutes les propositions que nous avons faites, nous avons toujours réclamé une réforme du corps électoral, pour faire en sorte que ce soient les véritables habitants du territoire qui décident de son avenir, et c'est en ce sens que nous avons parlé des Kanaks et des « victimes de l'histoire ». Cette proposition a été rejetée par l'Assemblée nationale comme anticonstitutionnelle. A l'heure actuelle, nous nous battons pour le droit à l'auto-détermination du seul peuple kanak et nous avons une raison de le faire : c'est que l'article 75 de la Constitution française reconnaît la spécificité du peuple kanak en lui attribuant un statut particulier. C'est au gouvernement de choisir. Nous, nous faisons notre possible sur le terrain pour faire pencher la balance de notre côté.

Pour aborder la discussion avec Pisani, nous avons fait beaucoup de conces-

sions, comme celle de relâcher le sous-préfet de Lifou, de lever les barrages routiers et, en contrepartie de quoi, on continue toujours à nous tuer, comme à Hienghène. Dans les incidents qui sont arrivés, coups de fusil et autres, les Kanaks n'ont jamais été à l'initiative. A chaque fois qu'ils ont tiré — et c'est le cas dans la mort de Mézières ou à Saint-Louis près de Nouméa —, les Kanaks l'ont toujours fait pour se défendre. A Thio, nous nous sommes emparés de la commune sans tirer un seul coup de feu contre un Européen.

Le gouvernement socialiste fait ici une politique de droite, parce que c'est la droite qui aide le gouvernement à maintenir le territoire sous la dépendance de la France. Le gouvernement français ne veut pas lâcher la Nouvelle-Calédonie à cause de sa position stratégique et de ses richesses. Cette volonté ne peut avoir ici qu'un seul soutien, celui de la droite coloniale. La décolonisation est donc toujours à effectuer et elle n'a pas encore débuté. Pour les Kanaks, la situation coloniale n'a pas changé.

— On parle beaucoup du soutien de la Libye et des appétits de l'Australie sur la Nouvelle-Calédonie.

— L'Australie comme la Nouvelle-Zélande, sont des pièces maîtresses du Forum des pays du Pacifique. Ce sont aussi deux satellites des Etats-Unis. Or, il y a le problème de l'impérialisme et du contrôle du Pacifique. C'est pour cela qu'au fil des années, on a vu s'infléchir la position de l'Australie et des pays du Forum du Pacifique. Au tout début, ils étaient très favorables à l'indépendance, parce qu'ils avaient des visées. Ils voulaient, avec le peuple kanak, faire partir la France d'ici et avoir le contrôle du Pacifique. Mais, au fur et à mesure que nos revendications se sont précisées, ils ont eu peur de faire partir du Pacifique une puissance comme la France. Nous pensons que c'est cette peur qui fait qu'ils soutiennent aujourd'hui la politique de la France. D'autre part, nous sommes ici un peuple indigène, et cela risque de provoquer des réactions dans leur propre peuple indigène. Aussi, la dernière position du Forum du Pacifique a été de soutenir le statut Lemoine que nous avons rejeté.

On a longtemps frappé à la porte de la France pour lui demander de nous aider à décoloniser notre pays. On nous a répondu par un texte (le projet Lemoine, ndr.) qui veut la destruction du peuple kanak. On a demandé aux pays du Forum du Pacifique de soutenir aussi notre lutte. Ils ont plutôt soutenu la politique du gouvernement français. On est obligés de chercher de l'aide ailleurs. Et on va chercher l'aide partout où il y en a. ■

Propos recueillis par Vincent KERMEL, Thio, le 6 décembre 1984.



## Eloi Machoro, victime du colonialisme français

**E**LOI Machoro, secrétaire général de l'Union calédonienne (UC) — la plus grosse des organisations indépendantistes regroupées dans le Front de libération nationale kanake socialiste (FLNKS) créé en septembre 1984 — et ministre de la Sécurité du gouvernement provisoire mis en place par le FLNKS, et Marcel Nonnaro, dirigeant du FLNKS de Canala, ont été assassinés par les forces coloniales françaises, le samedi 12 janvier au matin, au terme d'une opération militaire d'envergure et d'un siège qui dura toute une nuit. Les militants du FLNKS ont été surpris lors d'une réunion de préparation du congrès du FLNKS qui devait avoir lieu le 12 janvier. Cette réunion se tenait sur la propriété d'un Kanak, militant du FLNKS, et non sur celle d'un colon européen, comme la version officielle du haut-commissaire français en Nouvelle-Calédonie, Edgard Pisani, l'affirme.

Les deux dirigeants kanaks ont été abattus, alors qu'ils sortaient parlementer, par le tir de membres du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) dépeché sur place par Edgard Pisani. Le FLNKS a révélé que l'action des forces répressives s'est faite en étroite collaboration avec un commando de milices fascistes qui se trouvait aussi sur le terrain au même moment.

Ces deux militants indépendantistes kanaks ont payé de leur vie leur engagement à la cause de l'indépendance kanake socialiste. La disparition d'Eloi Machoro va sans doute représenter un grand vide au FLNKS. Après l'opération d'occupation de la ville de Thio, qu'il avait dirigée sans effusion de sang, Machoro entreprenait la structuration, à l'échelle nationale, d'un système d'autodéfense des tribus kanakes, pour parer à l'éventualité d'une réaction violente des colons d'extrême droite. C'est la raison pour laquelle le gouvernement français entendait mettre la main sur le leader indépendantiste. Car le plan néo-colonial concocté par Edgard Pisani se double d'une relance des opérations destinées à rétablir intégralement l'ordre colonial, lesquelles s'effectuent sur la base d'un choix stratégique de protection des intérêts des colons européens. Toutefois, le travail d'organisation entrepris par Eloi Machoro sera poursuivi. Il y a actuellement en Nouvelle-Calédonie 2 300 CRS (corps spécial de la police) et gendarmes mobiles (corps répressif rattaché à l'armée) et 2 000 militaires pour une population de 145 000 personnes, dont 64 000 Kanaks, et le gouvernement français vient d'envoyer un millier de soldats supplémentaires, composés de parachutistes ayant participé à des opérations militaires au Tchad et au Liban. L'engrenage de la guerre coloniale est donc d'ores et déjà enclenché par le gouvernement Mitterrand.

La presse bourgeoise et le pouvoir ont, pendant de longues semaines, tout fait pour criminaliser les combattants du FLNKS et tout particulièrement Eloi Machoro, qu'ils ont présenté comme un chef militaire sanguinaire. Eloi Machoro, que des militants de la LCR, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, ont eu plusieurs fois l'occasion de rencontrer, était tout au contraire l'exemple typique d'une nouvelle génération de militants politiques nationalistes kanaks. Au printemps 1984, il avait pris la parole lors d'un rassemblement organisé par la LCR au Bourget, pour exposer le rejet du plan Lemoine par le FLNKS. Il avait alors été très favorablement impressionné par le soutien que lui exprimèrent les milliers de militants présents ce jour-là. Depuis lors, c'était toujours avec une grande fraternité que les camarades de la LCR se rendant en Nouvelle-Calédonie étaient reçus par lui. Nous publions ci-après l'interview qu'Eloi Machoro avait accordée à l'envoyé spécial de *Rouge*, le 6 décembre dernier, et qui a été publiée dans cet hebdomadaire dans sa quasi intégralité.

V. K.

« ROUGE » : Quel bilan tires-tu de la mobilisation indépendantiste de ces dernières semaines ?

Eloi MACHORO : — Le boycott actif a réussi. Les résultats montrent une abstention de 50 %, ce qui est beaucoup pour une population où il y a 3/5<sup>e</sup> de non Kanaks. Cependant, ces résultats ont été quand même officialisés par le Tribunal administratif, alors que le gouvernement français aurait dû ne pas les entériner et, comme toujours, il n'a pas voulu prendre

de position claire et nette. Nous avons donc décidé de lancer des actions sur tout le territoire, pour faire en sorte que l'on annule les résultats électoraux. Notre objectif était aussi d'empêcher l'application du statut Lemoine.

— Le FLNKS semble avoir obtenu sur ce dernier point un certain succès.

— On ne peut pas encore le dire. Le gouvernement n'a toujours pas de politique bien définie. Le fait de changer de

haut-commissaire, de mettre Lemoine un peu de côté, le fait de confier la question calédonienne au Premier ministre, peuvent être les indices d'un changement, mais cela peut être aussi bien un bon signe qu'un mauvais, car le gouvernement continue à envoyer des observateurs qui viennent ici pour trouver une troisième voie, alors qu'il n'y a pas de troisième voie.

Nous n'accepterons jamais de troisième voie, parce que notre revendication est une question de pure justice. Comme tous ses prédécesseurs, Edgard Pisani arrive ici pour rechercher une troisième voie. A l'heure actuelle, le FLNKS et notre gouvernement provisoire nous ont demandé de lever les barrages sur les routes pour ne pas mettre d'obstacle à la discussion avec le gouvernement. Nous respectons cet ordre, mais pendant les deux mois de discussion que l'envoyé du gouvernement s'est donné pour essayer de voir clair dans le problème calédonien et de trouver une issue, nous ne serons peut-être plus sur les routes mais nous serons ailleurs. Nous allons maintenir la mobilisation pour reprendre, le cas échéant, les positions déjà acquises et aussi pour mieux nous organiser.

— L'action menée autour de la ville de Thio a été la plus importante de ces initiatives. Comment l'expliques-tu ?

— Nous aurions pu faire dans cette région des actions au niveau de chaque commune. Nous avons préféré faire une action à Thio, car depuis toujours sur la côte Est, cette ville a été le bastion d'un des plus durs des anti-indépendantistes, le maire Roger Galliot, membre du Parti national calédonien d'extrême droite. Dans la région, c'était une question cruciale qu'il fallait régler, surtout que le parti de Galliot, comme d'autres partis de droite, avait commencé à soudoyer des Kanaks.

Nous sommes donc venus de plusieurs endroits de la région pour régler l'affaire de Thio, c'est-à-dire faire en sorte que ce soient les Kanaks d'ici, qui sont majoritaires dans la population locale, qui aient en main la gestion de la commune. Car les Kanaks de la région de Thio ont pris conscience de leur force et s'organisent pour être encore plus efficaces.

— Quelle a été l'attitude du FLNKS par rapport à la population européenne de Thio, lors de l'occupation de la ville ?

— Nous avons demandé une rencontre avec les Européens de la commune pour leur expliquer le sens de notre action. Malheureusement, ils ont eu peur et seulement une dizaine d'entre eux se sont rendus à notre réunion. Nous leur avons expliqué le sens général de notre action en leur précisant qu'il y avait un objectif spécifique à la commune : que la gestion communale soit faite par des gens qui veulent travailler ensemble pour le bien de tous et non pour leurs besoins personnels, comme c'est le cas avec le maire actuel Roger Galliot.

(suite page 27)